

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PUISSANCE PATERNELLE
DANS
LE DROIT ANNAMITE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 14 mars 1928, à 2 heures

PAR

HO-DAC-DIEM

Président : M. ROLLAND, professeur.

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
 ROUART, professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1928

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

PUISSANCE PATERNELLE

DANS

LE DROIT ANNAMITE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 14 mars 1928, à 2 heures

PAR

HO-DAC-DIEM

Président : M. ROLLAND, professeur.

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
 ROUART, professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1928

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES CHERS PARENTS

A MON CHER FRÈRE AÎNÉ

PRÉFACE

Il n'est pas de choses plus périssables et plus éphémères que les choses humaines, et pourtant si les hommes meurent, si les générations se succèdent dans la suite éternelle des jours, les institutions des peuples luttent désespérément contre les effets du temps. Un travail de sélection s'élabore. Les unes imparfaites ou démodées tombent pour jamais, d'autres résistent, se transforment pour s'adapter aux besoins des générations nouvelles ; les mœurs changent, se modifient au point de toucher au pôle opposé de leur état primitif. Cette évolution est nécessaire et la sagesse même recommande aux gouvernements comme aux peuples d'en favoriser l'harmonieux développement.

Ainsi après le stade agricole et pastoral, vient le règne de l'industrie ; l'ignorance et le despotisme tombent pour laisser la place à la science et à la liberté. Si les institutions vieilles et désuètes ne sont pas réformées et rajeunies pour répondre à des besoins nouveaux, l'équilibre sera rompu. Viendront alors le désordre, l'anarchie et la misère.

Les lois d'un pays doivent être en harmonie avec l'état social et politique du peuple. Tout gouvernement devra songer à ce travail d'adaptation diffi-

cile sans doute mais indispensable à la vie, aux progrès du peuple qu'il a la charge de conduire vers le bonheur.

L'histoire de l'Asie illustre d'une façon tragique cette vérité si longtemps méconnue. Le Japon seul a su s'arrêter à temps au bord de l'abîme tandis que tout le continent jaune durant ce dernier siècle encore s'égarait dans les ténèbres de l'erreur. La Chine impériale conservait systématiquement son armature politique et sociale, vieille de plusieurs centaines d'années et qui ne répondait plus aux besoins nouveaux du peuple chinois. Cet état d'immobilité est la cause profonde et imperceptible de sa ruine actuelle. Après un long sommeil léthargique de plusieurs siècles, le réveil survient terrible et menaçant. Qu'advient-il ? L'avenir seul y répondra.

La France venue en Annam se promettait de remplir cette tâche d'adaptation. Le peuple annamite au prix d'un sacrifice immense, au prix de la perte de son indépendance nationale, attend d'Elle avec confiance des lumières, des conseils utiles pour réformer ses institutions politiques et sociales désuètes, les mettre en harmonie avec les besoins de la vie moderne. Ainsi se pose le problème délicat de l'adaptation des choses antiques et millénaires au progrès et aux idées nouvelles.

Parmi les institutions annamites, il en est une à laquelle on ne saurait toucher qu'avec beaucoup de précaution. Elle est antique ; mais encore

solide, car elle est la clef de voûte de toute la vie morale du peuple d'Annam, vie morale dont le seul but est de rendre les « parents » heureux. Nous voulons parler de la puissance paternelle dans le droit annamite que nous nous proposons d'étudier dans ce travail.

Notre but n'est pas de faire un ouvrage d'érudition, et de retracer l'historique de cette institution, ou d'extraire la philosophie qui s'y trouve contenue. De savants auteurs en des pages admirables ont déjà épuisé ce sujet. Tard venus dans un magnifique banquet où il ne reste que des miettes, nous les ramasserons pour constituer le menu d'un repas frugal car nous bornons notre ambition à l'étude de la physionomie générale et des aspects juridiques de la puissance paternelle du droit annamite et des modifications qu'elle a subies depuis l'établissement du Protectorat. Nous nous demanderons aussi quelles sont les réformes qu'il semble nécessaire d'apporter à une institution aussi vieille pour rétablir l'harmonie, l'équilibre entre le présent et le passé.

Le droit que nous étudierons n'est pas un droit ancien, périmé dont l'étude ne présenterait qu'un intérêt historique. C'est un droit moderne, qui est toujours en vigueur. C'est le Code de Gia-Long qui nous servira de guide ainsi que le Code des Le dont l'influence persiste encore dans toute la législation moderne. Aussi ferons-nous appel souvent aux vieux préceptes de Confucius qui constituent la base morale de notre institution.

Certains passages de notre travail sembleront peut-être sortir du cadre que nous nous sommes tracé. Nous ne pouvons pas cependant nous refuser à examiner la pensée morale qui a guidé l'inspiration du législateur annamite. L'organisation si particulière de la famille annamite, le culte des ancêtres et la doctrine de la piété filiale déterminent le sens exact qui a été donné à l'institution que nous étudions et qui va expliquer l'importance que le législateur a voulu accorder aux pouvoirs des parents. De même, si nous voulons saisir toute la portée du conflit entre la puissance paternelle et la puissance publique, nous devons étudier la force et le fondement de l'Etat annamite, dont les bases diffèrent si profondément de celles des autres pays.

Enfin, une étude succincte de l'organisation judiciaire actuelle des pays de langue annamite de l'Union indochinoise nous mettra mieux à même de saisir l'évolution qu'a subie notre institution en Annam, au Tonkin et en Cochinchine.

D'autre part, nous nous proposons de comparer souvent notre droit à celui des autres législations anciennes ou modernes pour en dégager les différences essentielles.

Quand nous aurons montré dans toute sa rigueur le droit de la puissance paternelle, nous aurons posé les données du délicat problème d'adaptation des institutions millénaires aux nouveautés actuelles, problème dont la solution est lourde de conséquences.

Depuis ces derniers temps les parents annamites

se plaignent du manque de respect et d'affection de leurs enfants trop modernistes et trop européennisés. Qui a tort ? qui a raison ? Nous croyons simplement qu'il existe un malentendu dont la cause est l'incompréhension des devoirs mutuels. Il y a une rupture d'équilibre, il y a un fossé entre les deux générations. En général, les enfants élevés et éduqués en France, ne conçoivent plus la vie sous le même angle que les générations précédentes victimes de leurs habitudes et de leurs préjugés. Nous apercevrons clairement la raison de ce conflit, la distance qui sépare les jeunes et les vieux, quand nous aurons montré l'étendue de l'autorité paternelle et l'importance des devoirs filiaux en pays d'Annam.

Puisse ce modeste travail retenir l'attention des enfants qui manquent à leurs devoirs de respect, d'affection ; éclairer les parents pour effacer ce douloureux malentendu et amener un peu plus de tolérance dans leurs idées et un peu plus de concorde dans la famille. Puisse-t-il apporter une suggestion utile aux administrateurs français comme aux novateurs annamites dans les réformes qu'ils se proposent d'entreprendre pour doter l'Annam de nouvelles institutions capables de mener ses 20 millions d'habitants vers plus de justice et plus de liberté.

LA
PUISSANCE PATERNELLE
DANS LE DROIT ANNAMITE

PREMIÈRE PARTIE

ETUDE DE LA PUISSANCE PATERNELLE
DANS LE DROIT ANNAMITE AVANT LE
PROTECTORAT FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE LA FAMILLE ANNAMITE

Etudier une institution c'est en rechercher les causes et en examiner les réactions sur l'ensemble de l'armature politique et sociale d'un pays dont elle n'est qu'un élément composant.

Pour bien comprendre les différents aspects d'une institution juridique annamite il ne suffit pas seulement de la prendre isolément, pour examiner les règles qui la régissent et les différentes parties qui la composent. Il faut encore en rechercher l'esprit et la raison d'être, il faut la situer dans un milieu social et politique dont elle n'est qu'une expression dans le domaine du Droit.

On ne saurait concevoir la puissance paternelle du Droit annamite avec ses rigueurs et ses abus si on ne connaissait rien sur la mentalité et la vie sociale du peuple d'Annam.

Nous allons essayer, dans ce chapitre, de jeter un coup d'œil sur l'organisation de la famille annamite, base de tout l'édifice social de ce pays.

La société annamite n'est pas conçue sur le plan individuel. Il n'y a à son origine aucun contrat social ni pacte tacite par lequel les individus se sont engagés à vivre en commun pour remplir les devoirs réciproques d'entraide et de protection. Elle est simplement la réunion de plusieurs familles qui vivent côte à côte sans jamais se mêler. Ces « cent familles » forment tout le peuple ; si l'une d'elles par son intelligence, par sa force arrive à conquérir les suffrages des autres, elle les gouvernera. Elle sera la famille régnante, celle qui détient tout le pouvoir dont le chef sera celui de tous les autres, c'est à-dire le souverain du pays tout entier. C'est l'origine de la monarchie qui fut un temps élective. En effet, quand la famille régnante manque à ses devoirs ou ne possède plus de vertu nécessaire pour gouverner, une autre plus apte se lève et prend sa place.

Après le Ly viennent les Trans. Le Le s'en vont, ce sera le règne des Nguyen.

Dans une pareille organisation, la voix de chacun s'étouffe et se perd dans les échos de la multitude. L'individu n'existe pas, c'est le groupe seul qui agit,

et tous les intérêts sont la préoccupation de tous et de chacun.

La propriété privée est inconcevable dans un tel état social. Tout bien tombe dans la masse commune où chacun puise ce qui est nécessaire à ses besoins.

— On serait tenté de croire que dans un pareil régime l'égalité entre tous les membres doit être le lien qui les unit tous. C'est une erreur ; car l'égalité ne peut exister que dans une organisation démocratique où les forces individuelles se mesurent, s'affrontent et finissent par se limiter réciproquement. Le droit de l'un sera le devoir de l'autre, telle est l'égalité démocratique : égalité juridique et politique.

Les socialistes ajoutent : si l'un ne peut pas avoir plus de droit que l'autre, comment concevoir qu'il puisse avoir plus de part dans la répartition des moyens d'existence ? Il faut donc aussi l'égalité de fait, l'égalité économique et sociale. Mais il n'y a pas là, en réalité, une conséquence inéluctable de l'égalité de droit. Telle ne sera pas la conception annamite car elle ne prend jamais en considération l'individu. La famille est donc la base de tout l'édifice social du peuple d'Annam.

Nous avons dit que dans ce groupement, l'égalité n'existe pas. Il y a un chef à qui tous doivent obéissance et soumission, parce qu'il représente et défend les intérêts de tous, parce qu'il en est le plus digne par l'âge et l'expérience : c'est le père. Il n'a pas le droit de tuer les siens car il méconnaîtrait la

loi de la morale commune à toutes les familles, mais dans son groupe son autorité est sans appel. Tous ceux qui vivent sous son toit se placent sous sa puissance quel que soit leur âge, leurs aptitudes et leurs qualités. Seules les filles une fois mariées s'en vont vivre dans une autre famille dont elles doivent subir les lois. Cependant, elles ne doivent pas oublier le lien du sang qui les attache à leur famille naturelle. Si quelqu'un s'arroge le droit de vivre une autre vie, le groupe le chassera, le répudiera, lui défendra de porter le nom de la famille. C'est un grand malheur de n'avoir plus de famille quand on vit dans une société de « cent familles ». Ce sera un errant, objet de la raillerie publique et du mépris de chacun.

L'autorité du père est toute morale car elle a pour seule fin le bonheur et le renom de toute la famille, au nom de laquelle il mariera les siens suivant les convenances. Il n'opprime pas cependant les cœurs, car son devoir est d'aimer tous ceux qui habitent avec lui. Il aura soin d'entretenir les enfants, de les élever convenablement pour qu'ils puissent devenir l'objet du respect et de l'admiration des autres familles.

Pour remplir sa lourde charge de chef, il aura la disposition souveraine des biens qui appartiennent au groupement entier. C'est la masse commune où tombe le produit de chacun pour subvenir aux besoins de tous.

A côté de lui veillent toute la tendresse et l'affec-

tion de la mère qui règne en maîtresse dans les affaires intérieures du foyer. Tous les siens lui doivent respect et affection car c'est elle qui les a enfantés, et qui remplacera le père quand il ne sera plus.

Dans leurs jours de vieillesse et de fatigues, les parents remettent la lourde charge du bonheur de la famille à l'aîné, continuateur de leurs pensées et de leur œuvre.

Dans ce groupe, les devoirs de tous à l'égard du chef sont les mêmes. Respect, affection et reconnaissance tels sont les liens qui les unissent aux parents. Les aimer, voilà le but de tous, la raison de vivre des enfants.

Il faut les aimer avec passion, et, même par delà la tombe, il faut les aimer encore. Il faut cultiver leur souvenir aussi longtemps que possible, se perfectionner pour que les louanges d'autrui les portent encore plus haut. Il faut rendre ce souvenir impérissable en le transmettant à sa postérité. N'avoir pas d'enfant serait un crime envers les parents, car qui donc transmettra aux générations futures le nom vénéré de la famille?

Au-dessus de tout ce groupement harmonieux où tous n'ont que des devoirs à remplir, plane le souvenir impérissable de ceux qui ont peiné et qui ne sont plus : les ancêtres.

La famille annamite a pour chef les parents et pour devise la piété filiale.

« Telle qu'elle est organisée elle ne ressemble, a

dit si justement Luro, ni à la famille romaine, ni à la famille indienne, telle que la constitue le droit de chacune de ces diverses nations » (1). Elle ressemble encore bien moins à la famille européenne moderne.

Aussi l'institution du droit de famille annamite que nous allons étudier est une institution qui revêt des formes particulières spéciales à la mentalité et au génie du peuple d'Annam.

1. Luro, *Cours d'administration annamite*, p. 160.

CHAPITRE II

FONDEMENT MORAL DE CETTE INSTITUTION

Nous avons montré que la cellule sociale dans la cité annamite est non pas l'individu mais bien la famille, un groupement homogène où les membres obéissent à un seul. Le père de la famille annamite possède sur tous ses enfants des droits très étendus. Il nous reste maintenant à voir sur quel principe de morale ou de justice la puissance paternelle du droit annamite trouve son fondement, et se justifie.

Nous verrons alors comment les annamites ont pu supporter allègrement, pendant des siècles cette institution d'apparence inhumaine et qui, au fond répond parfaitement à l'idéal qu'ils se font de la vie. C'est la doctrine de la piété filiale, pierre angulaire de toute la civilisation sino-annamite, avec le culte des ancêtres commun à tous les peuples d'Asie, qui vont expliquer le sens et l'étendue des droits paternels.

SECTION I. — La Piété filiale.

Dans le *Hieu-kinh*, chapitre II, Confucius enseigne que « la piété filiale est le principe de toute vertu ». C'est là le fondement de toute la morale Sino-annamite.

L'homme doit, avant toute chose, aimer ses parents, honorer ceux qui lui ont donné le jour. Il semble au premier abord qu'il n'existe aucune différence entre cette conception asiatique et celle des autres civilisations. Tout être humain sent, même dès son enfance, un mouvement irrésistible et naturel qui le pousse à chérir ceux qui lui ont donné la vie. C'est un instinct infaillible et il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'imaginer un homme de quelque race de quelque temps qu'il soit, qui n'aime pas ses parents. Toutes les morales anciennes ou modernes, orientales ou occidentales, prônent le devoir d'amour et de reconnaissance que l'homme doit aux auteurs de ses jours.

Mais il y a plusieurs manières de concevoir ou de sentir une même chose. Il n'y a vraiment pas de différence qualitative dans les conceptions orientales ou occidentales mais une différence d'intensité qui semble opposer souvent la piété filiale érigée en dogme tyrannique aux ternes devoirs d'amour et de reconnaissance que recommande la morale d'Occident.

En Annam comme dans toute l'Asie qui a subi l'influence de Confucius le « premier amour doit être celui des parents » (1). Aussi comprenons-nous que la doctrine de la piété filiale est l'axe principal autour duquel gravitent toutes les autres idées. Elle est le point de départ et en même temps l'aboutissant de tous les devoirs, la source de toutes les

1. Kinh-Thi : lap ai duy than.

idées généreuses, car « si tout le monde aimait ses parents, la paix règnerait partout ». Il faut aimer et respecter ses parents, voilà le but suprême, la raison de vivre de tout Asiatique, car dit Mencius : « Quand on ne peut contenter ses parents, on n'est pas digne de vivre. »

Dans l'art, la philosophie ou la littérature, dans toutes les manifestations de la vie intellectuelle sino-annamite nous retrouvons l'empreinte profonde et visible de ce dogme. Nguyen-Zu n'a-t-il pas chanté en des vers immortels la Piété filiale de son héroïne (1).

C'est ce qui a permis à De Rosny (2) de dire que le peuple jaune se distingue des autres peuples moins par la couleur de sa peau ou la forme de ses yeux que par l'importance qu'il attache à la piété filiale.

Mais que signifie au juste la piété filiale, ou plutôt le caractère Hieu qui semble désigner une foule de choses plus différentes les unes que les autres. N'est-il pas déconcertant de voir le *Hieu-kinh* « livre sacré de la Piété filiale » traiter toutes sortes de questions et enseigner toutes sortes de devoirs et non pas uniquement ceux des enfants à l'égard de leurs parents.

Traduction française.

1. Nho on chin chu cao sau
Mot ngay-mot nga boug dau-tata
Dam nghin nuoc tham non xa
Nghĩ dau than-phan con ra the nay
San hoe doi clut tho ngay
Tran cam ai ke do thay viet mimh.

« Je pense souvent à vous, ô mes
parents chéris que la vieillesse con-
sume de jour en jour. Combien de
distance nous sépare et vous fait
ignorer ma misère. Qui donc me
remplacera auprès de vous ? ».

2. De Rosny, Traduction de *Hieu-Kinh*.

L'explication que les auteurs ont donnée en s'appuyant sur les textes mêmes du *Hieu-kinh* ou sur ceux du *kinh-thine* peut pas nous satisfaire complètement. Ils soutiennent que dans la vie chinoise comme chez les Annamites la piété filiale joue un rôle tellement important qu'elle englobe toutes les autres vertus et c'est pourquoi le caractère *Hieu* sert à désigner tous les devoirs. Et la preuve, c'est que dans le livre *Hieu-king*, livre de piété filiale on parle de toutes sortes d'obligations, même de celles qui incombent aux femmes pendant leur grossesse (1).

Mais c'est là une pétition de principe.

Le caractère *Hieu* signifie, à notre avis, simplement amour sans borne et respect profond pour ses parents. Si l'on ramène toutes les autres vertus à la piété filiale, c'est parce que comme l'a dit si justement M. Tran-Van-Chuong (2) « le Chinois — nous pouvons dire aussi l'Annamite — a pour ses parents une si grande vénération que la piété filiale devient le but de toutes ses actions et de tous ses efforts » et que « le but de tous ses efforts n'est pas placé en lui-même, mais en ses parents. Nous voyons que « les vertus les plus étrangères à la piété filiale ne sont jamais vues qu'à travers cette piété filiale ».

Il est intéressant de remarquer ici que la conception très large de la piété filiale que se faisait Confucius, a subi des altérations ultérieures. Le maître voulait que le fils pieux soit un homme accompli ;

1. *Hieu-Kinh* : chapitre de l'éducation.

2. Tran-Van-Chuong, *Essai sur l'esprit du droit sino-annamite*.

ses disciples exigent simplement qu'il soit un fils parfait (1). Cependant Mencius dira encore plus tard que « le devoir envers ses parents est le fondement de tous les autres. »

Quoi qu'il en soit l'analyse fort juste de M. Tran-Van-Chuong nous fait comprendre pourquoi on manque à ses devoirs de bon fils quand on ne remplit pas ses obligations envers son prochain ou envers son père. L'Empereur ou le simple habitant, s'il n'obéit pas aux obligations de la piété filiale est un mauvais souverain ou un sujet détestable. En effet, notre corps ne nous appartient même pas. C'est « le corps héréditaire de nos parents ». Comment oserons-nous lui manquer de respect ? « Ce serait être dépourvu de piété filiale que de ne pas bien se conduire, que de ne pas être loyal envers le Prince, de manquer de bonne foi envers ses amis, de manquer de bravoure sur le champ de bataille (2). » Les parents ont donné au fils une vie pure « dont il doit faire un bon usage » ; il devra chercher à l'améliorer physiquement, intellectuellement et moralement pour honorer ses parents. En effet pratiquer la vertu pour devenir célèbre et rendre célèbre le nom de ses parents ; se bien conduire pour conserver la réputation et rendre la réputation des parents impérissable c'est un devoir de piété filiale. Le Kieu-king enseigne que la piété filiale est le principe fon-

1. Hou-Che, *Histoire de la philosophie chinoise*.

2. Citation de Li-Ki, Tsi-Yi faite par Yuan Chancer (Yuan-Tcho-Ying) dans *Philosophie morale et politique de Mencius*.

damental de tout Gouvernement. Sommes-nous autorisé à dire par là qu'elle est une vertu politique ? Un proverbe annamite a dit : « Nulle pagode n'est aussi sainte que son foyer ; aimer et honorer ses parents, voilà la vraie religion (1). » N'est-ce pas à dire que la piété filiale est une vertu religieuse en s'appuyant sur le terme « Piété filiale, essence de toute croyance » ?

Que l'on fasse une bonne action ou que l'on remplisse un devoir quelconque, c'est toujours en vue de la piété filiale que l'on agit. Transmettre notre nom aux générations futures pour glorifier notre père et notre mère : telle est la fin de la piété filiale.

Ainsi s'explique l'étendue et l'importance des devoirs filiaux qui ne trouvent aucune limite, même dans le temps. Les parents meurent, mais les devoirs d'amour et de respect des enfants ne s'éteignent jamais. Ils ne sont plus là, mais leur souvenir peuple la maison. Ils sont invisibles et pourtant toujours présents dans le foyer. « Il faut donc les honorer après leur mort, comme pendant leur vie (2). » Ils sont devenus ainsi l'objet d'un culte, le culte des ancêtres qui occupe une place si importante dans la vie de tous les peuples jaunes.

1. Tu dau cho bang tu nha, tho cha kinh me goi la di tu.

2. Su-tu-nhu-su-sinh.

SECTION II. — Le culte des ancêtres.

Confucius dit dans le kinh-le en parlant des devoirs filiaux : « Honorer et servir ses parents après leur mort comme durant leur vie, est la première obligation de l'homme. »

Il résume parfaitement l'idée essentielle du culte des ancêtres ; culte aux rites compliquées et dont l'origine et la nature ne sont pas nettement expliqués. Nous allons examiner d'abord les manifestations extérieures de ce culte, les rites par lesquelles il est accompli pour en dégager l'origine et la véritable nature.

a) Rites du culte des ancêtres.

Quand on pénètre dans un intérieur annamite, la première chose qu'on aperçoit c'est l'autel des ancêtres qui occupe la pièce principale. « L'homme sage dit Tchou-Hi qui construit une maison, commence par y édifier un temple d'ancêtres à l'Orient de l'appartement intérieur » (1). C'est là que se réunissent plusieurs fois par an les différents membres de la famille pour faire des offrandes aux mânes des ancêtres ou plus exactement du père et de la mère ou des grands-parents. Quant aux ancêtres lointains, on les honore dans une maison spéciale destinée à ce culte appelée le nha-tho-ho maison du culte des ancêtres communs à tous ceux qui portent le même

1. Citation de Farjanel dans son livre *Le peuple chinois*, p. 6.

nom. Mais occupons-nous du culte que rendent les enfants ou petits enfants à leurs parents ou grands-parents.

C'est l'aîné, dépositaire du Huong-hoa, bien cultuel (1), qui est chargé de faire des offrandes, c'est lui le « seul officiant du culte domestique ». Les cadets, les enfants même déjà établis n'ont pas le droit d'ériger un autel chez eux, ils devront se rendre à la maison paternelle ou à la maison de l'aîné pour assister aux offices qui seront accomplis en l'honneur de leurs ancêtres. On croit souvent que chez les Sino-Annamites, comme chez les Romains, la jeune fille, par « le fait de son mariage devient une étrangère pour le culte de sa souche » puisque la femme en se mariant a renoncé à son culte originel » (2). Cette opinion est fausse car la condition de la femme annamite ne ressemble aucunement à celle de sa sœur latine.

En effet il n'est pas en Annam de peine qui afflige le plus le père ou le frère aîné que celle de ne pas voir la présence de ses filles ou de ses sœurs mariées au jour des cérémonies domestiques. La coutume exige même que les gendres ne manquent pas d'y assister.

De toutes les cérémonies familiales, la plus importante et la plus compliquée de toutes est celle du deuil. Confucius enseigne qu'il faut enterrer ses

1. Briffant, *Biens culturels en Annam*.

2. Silvestre, *Considérations sur l'étude du droit annamite*, p. 160.

parents avec tout le rite (1). Les obligations filiales pendant cette période sont fort étendues. Le premier devoir est de s'humilier en face de ceux qui viennent pleurer la mort des parents. C'est honorer ses parents que d'honorer ceux qui les respectent et les aiment. Le plus grand dignitaire de la cour se prosternera devant le simple habitant venu pour partager son malheur. Pendant tout le deuil il faut mener une vie exemplaire, pure de tout vice. C'est une marque extérieure de l'immense amour que l'on a pour les auteurs de ses jours. Comment concevoir un fils pieux qui pendant ce temps se livre aux dissipations et à la débauche car il doit laisser au temps et à l'oubli le soin de cicatriser la plaie de l'immense douleur.

« N'est-il pas juste que les parents qui portent leurs enfants pendant trois ans » (2) reçoivent après leur mort le tribut de reconnaissance durant trois années.

La morale dicte des règles strictes. Pendant le deuil on ne doit même pas manger de la viande et boire une seule goutte d'alcool (3). A ces préceptes moraux le code annamite apporte des sanctions extrêmement sévères. C'est un crime qualifié de crime atroce que le fait de se marier pendant le deuil du père ou de la mère, de se réjouir, de porter d'autres vêtements que ceux du deuil et se livrer aux plai-

1. Tu-tan-nhi di le.

2. Luan-ngu.

3. *Hieu Kinh*, chap. 5.

sirs (1). « La peine est dans ce cas la mort lente appliquée à tout crime qualifiée de crime atroce (2). »

Un homme de cœur ne se réjouit pas pendant son deuil, non pas parce qu'il se contraint à être triste, mais parce que son cœur n'éprouve pas de plaisir.

b) Origine et nature du culte des ancêtres.

Nous sommes de l'avis de M. Tavernier quand il dit qu'il est malaisé, pour ne pas dire impossible, d'indiquer l'origine du culte des ancêtres. « Il serait l'aboutissement logique d'une évolution lente et continue de la vie spirituelle de la Société à un moment donné de son histoire ». « Il n'aurait donc pas eu à l'origine de fondateur (3) ». Cependant des auteurs prétendent que le culte des ancêtres prend son origine dans l'antique religion de la famille, le principe constitutif de toutes les Sociétés anciennes(4). De là à soutenir que les sentiments sur lesquels sont basés le principe et la nature du culte des ancêtres chez les sino-annamites sont les mêmes que ceux qui présidaient à l'éclosion de la religion domestique romaine il n'y a qu'un pas. Sylvestre remarque que les croyances religieuses des anciens Grecs et Romains se trouvent en bien des cas chez les Annamites. « Convaincus qu'après la mort les âmes des parents restent liées à la dépouille humaine enfer-

1. Code Gia-Long, art. II, § 7.

2. Code de Le, *Le trieu Hinh luat*, traduit par M. Deloustal.

3. Tavernier, *Le culte des Ancêtres*, p. 21.

4. Sylvestre, *Considérations sur le droit annamite*.

mée dans le tombeau et n'abandonnent point le foyer domestique, les Annamites ont été conduits naturellement à ériger le culte des morts en une religion dont les esprits des ancêtres ont été les dieux (1). » Sylvestre se trompe sur la nature du sentiment qui pousse les Chinois ou les Annamites à vénérer leurs parents défunts. Il prend trop en considération tout le cérémonial extérieur, l'ensemble des rites solennels qui accompagnent toujours le culte et n'en perçoit pas la véritable raison. Les morts étaient considérés dans l'antiquité greco-latine comme de véritables divinités ayant tous les caractères sacrés. Les Romains ne donnaient-ils pas le nom de dieux-mânes à leurs parents disparus ? C'étaient des dieux et le sentiment qui les poussait à les vénérer était bien celui de la peur, de la crainte de les offenser plutôt que la reconnaissance et le respect. Fustel de Coulanges dans la Cité antique désigne le pater familias « le dépositaire des rites mystérieux du culte et des formules secrètes de la prière ». Le père chinois ou annamite ne joue certainement pas un rôle semblable et nous ne croyons pas qu'il existe des formules secrètes de prières dans notre culte des ancêtres. Mais Farjenel force l'analogie apparente et voit partout, dans le culte des ancêtres de l'Asie des « formules mystérieuses et antiques et d'une vertu merveilleuse ». Les parents sont de futurs dieux tout comme à Rome et bientôt

1. Sylvestre, *Considérations sur l'étude du Droit annamite*, p. 154.

dit-il en parlant du père, « il sera lui aussi l'objet du culte et un *dieu* à son tour (1) », et « la religion fondamentale de la Chine est en effet identique à la religion de la Grèce et de Rome aux premiers âges de leur histoire ». Farjenel ne conclut pas seulement comme Sylvestre à l'analogie mais à l'identité des deux cultes.

Si le sentiment religieux ne préside pas au culte des ancêtres, nous devons chercher maintenant la véritable nature du sentiment exprimé par ce culte. Peut-on dire que les cérémonies cultuelles des sino-annamites portent, toutes, l'apparence des sacrifices pour soutenir que ce culte est bien une religion ? Non certes. « Ces cérémonies ne sont pas à proprement parler des sacrifices institués en l'honneur de leurs parents puisqu'ils n'ont pas cette persuasion que tous leurs parents et ancêtres soient des dieux ou des saints mais seulement une démonstration de leur reconnaissance et un honneur qu'ils estiment devoir à ceux qui leur ont donné l'être (2) ». Parole singulièrement juste et pénétrante.

Le culte des ancêtres puise sa source dans la piété filiale. Un fils pieux doit toujours avoir présent à sa mémoire le souvenir impérissable de ses parents. Il doit honorer leur mémoire pour ne pas être tenté de faire des choses répréhensibles qui peuvent la souiller. « Le culte naît de l'affection non de la peur

1. Farjenel, *Le peuple chinois*, p. 131.

2. P. Alvarez Semedo cité par Sylvestre dans les *Considérations sur l'étude du Droit annamite*, p. 74.

superstitieuse ni du besoin d'être protégé par les ancêtres à qui, dans ce but, on attribue par un acte de foi la puissance des dieux (1). »

Il est encore fréquent aujourd'hui de voir dans les vieilles familles annamites de vieux mandarins pleurer devant l'autel du culte le jour de l'anniversaire de la mort de leurs parents.

Est-ce la peur des divinités mânes de ses ancêtres qui les font verser des larmes. Certes non, dans leur bonheur actuel ils se souviennent de la condition modeste de leurs parents et ils versent des larmes de regret de ne pas les voir aujourd'hui associés à leur bonheur, et de ne pas pouvoir leur rendre tout ce qu'ils ont reçu d'eux. Et ces parents sont morts depuis un quart de siècle sinon plus ! Noble culte du souvenir pur de toute superstition basé uniquement sur un sentiment moral plutôt que sur un concept religieux.

Aussi Yuan Tcho-Ying a-t-il pu dire qu'« après la mort de Confucius, ses disciples comme Tseng-Tsen honorèrent la piété filiale comme la plus haute vertu que l'homme doit pratiquer ; ils fondèrent presque une religion de la piété filiale qui devint plus tard une institution puissante de notre pays (2). »

C'est presque une religion mais ce n'est pas une religion.

1. Tran van Chuong, *Essai sur l'étude du Droit sino-annamite*, p. 179.

2. Yan chancer (Yvan Tcho Ying), *Philosophie morale et politique de Mencius*, p. 158.

Il est vrai cependant que le fondement moral base de ce culte des Ancêtres est souvent noyé dans des idées superstitieuses surtout chez le peuple. Le sens exact et primitif de ce culte dévie souvent vers ces pratiques qui sont communes à toutes les religions. Beaucoup de personnes ne comprennent plus cet esprit qui a présidé à l'éclosion d'un culte du souvenir, elles conservent les rites mais n'en saisissent plus le sens véritable. Et nous ne risquons pas de nous tromper en affirmant que ce culte conserve encore toute sa pureté primitive dans les hautes classes sociales de l'Annam, mais il devient chez le peuple une véritable religion avec tout le cortège de superstitions et de croyance à des êtres divins à qui on demande aide et protection.

CHAPITRE III

LES SOURCES DE LA PUISSANCE PATERNELLE DANS LE DROIT ANNAMITE

Nous venons de voir que la piété filiale et le culte des ancêtres sont les assises solides sur lesquelles s'édifie la puissance parternelle annamite. Nous allons maintenant examiner les différentes applications de cette morale dans le domaine juridique. Nous étudierons les sources et le mode de dévolution de la puissance paternelle, les personnes qui l'exercent sans appel et ceux qui doivent en supporter les conséquences.

SECTION I. — Le mariage.

Notre intention n'est nullement d'étudier dans ses détails les différents aspects du mariage sino-annamite, ce serait d'ailleurs sortir du cadre de notre travail. Nous devons cependant examiner cette institution qui possède des règles originales et intéressantes et qui se rapporte si étroitement à notre sujet. C'est une des sources de la puissance parternelle et la plus importante de toutes.

Le mariage a été favorisé dans toutes les législations car c'est l'acte légitime et moral de procréer et de perpétuer la race, et « à raison de sa haute

importance, il occupe une place considérable dans le code de toutes les nations policées (1). »

Le principe est général mais chaque peuple a sa manière propre de le concevoir.

En Europe le mariage est l'union légale de deux êtres qui s'aiment et qui forment le serment de s'unir pour toute la vie.

L'Islam recommande le mariage à tout homme bien portant capable de supporter les charges du ménage pour éviter un vice : la débauche, et accomplir un devoir : la procréation (2).

On aperçoit ici une grande analogie entre la conception romaine et celle de Confucius sur le mariage.

Le Sage de l'Asie voit dans le mariage une solution supérieure du problème sexuel, un devoir impérieux de perpétuer la race. « Il existe trois cas contraires à la piété filiale dit Mencius, le plus grave est de n'avoir pas d'enfant ».

Ce précepte a été commenté de diverses façons et beaucoup d'auteurs n'en perçoivent pas la véritable signification. Ils croient que Mencius recommande à l'homme une postérité pour entretenir son culte, car si non « vos mânes subiront le sort affreux des damnés... Et vous connaîtrez les tourments du remords car ce n'est pas vous seul, hélas ! que votre faute aura condamné aux rigueurs d'un tel sort, mais encore les esprits de tous vos saints aïeux (3). »

1. Lasserre, *Projet de code civil à l'usage des Annamites*, p. 28.

2. Gaudefroy-Demombynes, *Les institutions musulmanes*, p. 115.

3. Crayssac, Préface du Kim-van-Kien, p. xix.

C'est une explication fort logique et ingénieuse si l'on soutient que le culte des ancêtres est une religion dont les parents disparus sont des saints ou des dieux et dont le prêtre est l'ainé de la famille.

Nous avons longuement parlé de ces théories dans le chapitre premier. Nous ne revenons pas sur ce sujet. Remarquons simplement que ce n'est pas le remords ou la peur de laisser ses mânes ou celles des ancêtres subir le sort affreux des damnés qui nous pousse à avoir une postérité. C'est, croyons-nous, le désir de rendre impérissable la mémoire de ses parents aussi longtemps que possible, qui oblige l'Annamite à avoir des enfants chargés d'entretenir le culte du souvenir.

C'est donc manquer à la piété filiale que de ne pas se marier en vue de laisser après sa mort des fils qui vont perpétuer son culte et celui de ses aïeux.

Et nous avons vu précédemment toute l'importance de cette doctrine de la piété filiale, toute l'horreur que l'on a pour un fils impie, qui est un criminel que l'on doit condamner à mort (1).

Nous voyons ici que cette institution n'est qu'un chapitre de la puissance paternelle.

Le but principal du mariage annamite est donc de perpétuer la postérité pour perpétuer le culte, toutes les autres considérations n'entrent plus en ligne de compte. C'est pourquoi la loi admet le concubinage, la répudiation, l'adoption obligatoire

1. Code Gia-Long, article II, § 7.

et le divorce par consentement mutuel (1), ce n'est ni le mariage chrétien où l'on est lié pour toute la vie ; ni l'union libre où l'on fait si peu de cas des préceptes moraux.

La polygamie est admise par les lois annamites, car elle est recommandée par la morale dans certains cas. Si la femme légitime est inapte à procréer, doit-on rester sans postérité ? Certes non, c'est manquer aux devoirs filiaux. Il faut prendre une autre femme, une concubine qui n'aura pas les prérogatives de femme de 1^{er} rang, mais dont les enfants possèdent tous les droits d'un enfant légitime. La polygamie se justifie donc par cette raison et n'a pas besoin de reposer sur des considérations physiologiques.

Tous les enfants sont donc égaux dans la famille annamite, il n'y a pas d'enfant du premier degré ou du deuxième degré. On ne s'occupe pas de savoir si leur mère est femme légitime ou concubine, du moment qu'ils sont engendrés dans une union permise par la morale et la loi, ils ont tous les mêmes droits. Remarquons que les droits d'aînesse doivent être toujours conférés au fils de l'épouse légitime, même s'il est moins âgé que celui de la concubine, et que les filles ne reçoivent pas la même part de l'héritage familial. Nous en étudierons plus loin les détails quand nous parlerons des droits et obligations des enfants.

Tous les enfants nés du mariage d'un homme libre avec une femme de sa condition ou une esclave,

1. Hlodac Khai, *Cours de droit civil annamite*.

vivent sous la puissance de leur père. Cependant pour avoir la jouissance pleine et entière de ce droit, il faut que le père ne soit pas lui-même soumis à une autre autorité. Ainsi les petits enfants du vivant de leurs parents et de leurs grands-parents, seront soumis à la puissance de ceux-ci et non à celle de leur père ou de leur mère (1). Le code des Le « Le trien-Hinh luat » ainsi que le code Gia-Long emploie l'expression de parents de sang prééminent et non pas père ou mère pour désigner ceux qui peuvent exercer la puissance paternelle. A cet égard s'applique encore ici le principe de Justinien : « qui igitur ex te et uxore tua nascitur in tua potestate est, Item qui ex filio tuo et uxore ejus nascitur, id est nepostuus et neptis, æque in tua sunt potestate et pronepos et pronepis et déinceps ceteri » (2).

SECTION II. — Légitimation.

La légitimation des enfants naturels, telle que la conçoit le Code français, n'existe pour ainsi dire pas dans le droit annamite. Cette absence s'explique par plusieurs raisons.

Le mariage annamite est une affaire privée qui ne regarde nullement la puissance publique. Aucun acte authentique n'est exigé, mais cependant, la preuve du mariage est facile à administrer. La possession d'état d'époux suffit à prouver les liens con-

1. Code Gia-Long, art. 288, H.

2. Institutes.

jugaux et, dans certains cas, l'acceptation de cadeaux de nocés suffit pour prouver le consentement des parties contractantes (1). La polygamie va encore faciliter la légitimation des enfants nés en dehors du mariage. Un homme a-t-il un enfant avec une femme quelconque, il n'aura qu'à prendre cette femme comme concubine et cet enfant entrera dans sa famille avec toutes les prérogatives d'enfant légitime. C'est si commode de légitimer un enfant qu'il est inutile d'édicter des règles compliquées, d'autant plus que « prendre une concubine » est chose tout à fait facile et fréquente en Annam.

Nous avons vu précédemment que les enfants, quels qu'ils soient, sont égaux (2). L'union ou le mariage du chef de la famille même avec une esclave constituera la légitimation des enfants qu'elle aura.

Il arrive que cette union, ce mariage ne puisse pas se faire ; il y a même des peines fort importantes, prévues par la loi (3). Il est évident que l'enfant adultérin ne peut pas être légitimé par l'union de l'amant coupable avec la femme mariée adultère. L'enfant né d'une jeune fille avec un jeune homme à qui les parents refusent le consentement de son union avec elle, sera forcément un enfant naturel.

La légitimation de ces enfants peut-elle se faire plus tard, surtout dans le cas de relations d'un jeune homme avec une jeune fille ? La loi reste silencieuse

1. Tatsing lu li. D. III, tit. III, § 101.

2. Art. 83, D. I. (Code Gia-Long).

3. Art. 332 (Code Gia-Long).

à ce sujet ; elle punit sévèrement les coupables et oblige l'amant à les recueillir et à les élever (1). La condition de ces pauvres êtres dans la famille de leur père naturel est vraiment pitoyable. Le Code annamite se montre plus sévère envers eux que la législation chinoise qui permet aux bâtards d'hériter d'une certaine portion du patrimoine paternel. Ici, c'est tout juste si ces enfants sont nourris et élevés, et pourtant ils doivent obéir à toutes les obligations filiales, car ils sont sous la puissance de leur père. Pourront-ils tout au moins être adoptés par leur père pour continuer la postérité et, en cette qualité, être appelés à l'héritage du défunt ? Nous ne le croyons pas, car l'article 46 du Code Gia-Long, parlant de ceux qui peuvent être appelés pour continuer la postérité, ne les nomme pas.

Nous voyons donc que la légitimation telle que le conçoit le droit en vigueur en Annam n'est pas absolument indispensable, car souvent elle est inutile, et, même si elle est nécessaire, elle ne sera pas permise. C'est que la loi, en permettant la polygamie est allée jusqu'aux limites extrêmes ; passer au delà serait dangereux pour la tranquillité de la famille et contraire à toute morale.

SECTION III. — Adoption.

Nous avons vu que la polygamie, sert à assurer la postérité. Mais dans le cas où la nature refuse à

1. Art. 332 (Code Gia-Long).

quelqu'un les vertus de la fécondité, il faut à tout prix créer une postérité pour perpétuer le culte et éviter le risque de manquer à la piété filiale. Telle est l'origine de l'adoption dans la législation annamite.

L'adoption tient une place fort importante dans le droit annamite. Il y a deux sortes d'adoption ; l'adoption pour continuation de la postérité, et l'adoption officieuse.

L'article 76 du Code Gia-Long autorise, au nom du principe de la piété filiale, les personnes n'ayant pas d'enfants, à instituer une postérité pour entretenir le culte. Toute autre adoption étrangère à ce but est donc illégale et, par conséquent, n'engendre aucune conséquence civile. De là vient la différence entre cette institution et l'adoption simple ou officieuse.

Les prescriptions légales concernant l'adoption en vue de postérité sont très nombreuses, leur inobservation entraîne la nullité de l'acte. Le législateur refuse ce droit au célibataire. Toutefois dans deux cas : celui où il est mort étant déjà fiancé, ou tombé au champ d'honneur son père peut adopter pour lui. C'est là une mesure fort sage et très juste. L'homme ne doit pas rester célibataire ; il doit se marier pour créer une famille, c'est un devoir élémentaire que tout annamite raisonnable doit accomplir. S'il ne se marie pas pour avoir des enfants, il manquera aux obligations de la piété filiale et il sera l'objet de la raillerie publique. Mais il doit en supporter les conséquences, la loi ne lui accorde pas le bénéfice

de l'adoption. S'il est fiancé et « que sa future sache respecter son veuvage anticipé », et s'il meurt avant la célébration du mariage son intention de créer une famille est certaine. L'interdiction ne s'applique pas à son égard.

Quant au soldat qui sacrifie sa vie pour défendre son pays, il est vraiment injuste de lui refuser le bénéfice de cette disposition légale.

Dans ces deux cas, le père du célibataire doit instituer une postérité légale pour lui (1). Sous ces réserves les mariés n'ayant pas d'enfant mâle peuvent exercer le droit d'adoption, mais « pour pouvoir adopter, il faut être marié, n'avoir pas de fils et que l'épouse ait 50 ans » (2).

La loi interdit formellement l'adoption entre les personnes n'ayant pas le même nom de famille. Le législateur estime avec raison qu'un étranger n'ayant pas le même nom de famille troublerait l'ordre de succession de la famille. L'acte fait en dépit de cette disposition, est radicalement nul, il entraîne même des peines pour les parties, car c'est une mesure d'ordre public.

Il faut donc que l'adopté porte le même nom que l'adoptant. Mais les parents qui ont le même nom ne sont pas tous également aptes à jouer ce rôle ; il faut observer un ordre de translation des tablettes de l'autel du culte, sous peine de sanctions civile et pénale. Il est basé sur la prééminence et l'infériorité

1. Code Gia-Long, art. 76 D. IV.

2. Lasserre, *Projet de Code civil annamite*, p. 68.

du rang respectif qu'occupe l'adoptant par rapport à l'adopté dans la famille. Ainsi, par exemple, un aîné ne peut adopter un cadet ; de même un grand oncle un petit-neveu. Cette mesure empêche la confusion des différents degrés de parentés, car les tablettes de chaque génération ont une place déterminée sur l'autel. Parmi ceux qui sont aptes à lui succéder, la loi laisse à l'adoptant le choix de la personne qui lui semble le mieux désignée sans tenir compte de son âge ou de son expérience (1). Ainsi, l'oncle qui veut instituer une postérité, ne pourra pas adopter son petit-neveu car il troublerait l'ordre des tablettes de culte, mais parmi ses neveux, son choix est libre pourvu qu'il ne porte pas sur l'aîné. En effet, son neveu aîné a des devoirs à remplir dans sa famille et auxquels il ne saurait manquer. « Les mêmes motifs s'appliquent au fils unique et ont une telle puissance qu'ils peuvent être une cause de résolution de l'adoption lorsque l'adopté est devenu, par suite de la perte des autres enfants, la seule postérité de sa famille » (2). Mais si l'adoptant n'a plus de parents aptes à lui succéder, il pourra adopter le fils unique sous la condition cependant de requérir le consentement de toute la famille.

Le consentement est exigé entre les parties et il doit figurer dans l'adoption qui peut avoir lieu dans la forme authentique ou simplement par acte sous seing privé.

1. Code Gia-Long, art. 76, D. III.

2. Lasserre, *Projet de Code civil annamite*, p. 71.

Toutes ces règles sont d'ordre public ; elles entraînent la nullité de l'adoption illégale et comportent des peines ; ces sanctions sont appliquées à la requête de toute personne y ayant intérêt.

L'enfant adopté entre dans sa nouvelle famille et tombe sous la puissance de son père adoptif qui, désormais le considérera comme son propre fils. Il jouira de tous les droits et prérogatives attachés à cette qualité, mais il aura aussi à remplir des devoirs étendus à l'égard de son père adoptif.

Adoption officieuse. — A côté de cette adoption d'une importance si grande, puisqu'elle intéresse l'avenir cultuel de toute une famille, nous trouvons une autre institution d'apparence plus modeste avec des règles moins solennelles : c'est l'adoption officieuse.

C'est un acte purement privé, n'ayant aucun effet juridique. Les conditions en sont fort simples. La simple manifestation de volonté suffit seule à engendrer l'acte qui n'exige aucune règle rituelle. La personne adoptée ne jouit d'aucun des droits que la loi confère aux adoptés dans la matière des droits de famille en vue de permettre l'acquisition d'une postérité par l'adoptant. Elle ne porte pas le nom de l'adoptant, qui pourvoit simplement à son entretien et à son éducation. Après la mort de l'adoptant, elle est libre de retourner dans sa famille naturelle, elle n'a aucun droit à l'héritage du défunt. La loi actuelle est formelle : « Pour les enfants perdus ou abandonnés âgés de moins de trois ans bien

qu'ils soient d'un autre nom de famille, il est permis de les recueillir et de les élever et ils porteront le nom de famille de leurs parents adoptifs, mais, *de quelque façon que ce soit*, il est expressément défendu de prendre prétexte de ce que l'on n'a pas de fils pour en faire sa postérité (1). C'est un acte dicté par la charité ; tandis que le premier est imposé par un devoir impérieux.

Cependant, dans le Code de Le, nous voyons une disposition moins dure à l'égard de ces enfants. Si, dans le contrat d'adoption, il est mentionné expressément qu'ils participeront à l'héritage, ils conservent ce droit quand l'adoptant meurt sans testament. La loi leur refuse ce bénéfice quand il y a un testament dans lequel leur nom ne figure pas. Dans ce cas, ce sont les dispositions du testament qui détruisent les effets du contrat d'adoption (2).

Il est donc naturel que cet adopté, ne jouissant pas des privilèges de fils véritable, n'entre pas réellement dans la nouvelle famille et, par conséquent, ne tombe pas sous la puissance de l'adoptant. Celui-ci a tout juste le droit de le corriger ou de le chasser quand il désobéit à ses ordres. Faible concession de la loi à côté de l'étendue de la puissance paternelle proprement dite dont nous étudierons, dans le chapitre suivant, les attributs.

1. Hôdac Kliai, *Cours de droit civil annamite*.

2. Code de Le, art. 7, chap. des Biens.

CHAPITRE IV

LES ATTRIBUTS DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Nous avons vu précédemment que tous les enfants issus du mariage, quelle que soit la condition de leur mère, femme légitime ou concubine, ainsi que les enfants adoptés en vue de la postérité, sont sous la puissance paternelle de leurs parents naturels ou adoptifs.

Nous allons examiner maintenant les différentes personnes qui exercent cette puissance, et nous déterminerons les obligations et les droits réciproques des uns envers les autres.

SECTION I. — Personnes qui exercent la puissance paternelle en droit annamite.

Nous avons remarqué brièvement, dans le paragraphe consacré au mariage, qu'en droit annamite, pour exercer la puissance paternelle, il faut que l'on ne se trouve pas soi-même en puissance. En Annam comme à Rome, la majorité légale n'existe pas ; un homme de 50 ans vit toujours sous la dépendance de ses parents. Les mœurs, en fait, lui donnent une certaine liberté d'action mais, vis-à-vis d'eux, il est

toujours mineur, et la loi ne lui accorde vraiment l'émancipation qu'à leur mort.

Les petits-enfants dépendent de leurs grands-parents et non de leurs père ou mère mais, en fait, les aïeux laissent tout le soin de leur éducation à leurs propres enfants.

Le Code Gia-Long ainsi que le Code des Le parlent toujours des parents de rang prééminent auxquels les parents de rang inférieur doivent obéissance et respect. Ces parents de rang prééminent ne sont pas seulement le père ou la mère, mais encore tous les ascendants, les oncles, les frères aînés... Cette énumération contient toutes les personnes qui sont susceptibles d'exercer la puissance paternelle.

1^o *Les aïeux.* — Tous les ascendants, sans distinction de degré, exercent la puissance paternelle sur leurs descendants directs : enfants, petits-enfants, arrières petits-enfants. Il faut que ces ascendants soient d'une même branche que les descendants et non de lignée différente.

Ainsi, un grand-oncle n'a aucun droit sur la personne de son petit-neveu quand le père de celui-ci est encore en vie. Le terme « aïeux » employé par la loi ne désigne pas seulement le grand-père ou la grand'mère, mais tous les ascendants directs, à quelque génération qu'ils appartiennent. La présence d'un grand-père ou arrière-grand-père met obstacle au partage des biens de la famille. « Du vivant de l'aïeul ou de l'aïeule, il n'est pas permis

aux petits-enfants de partager les biens et de prendre des domiciles distincts (1) ».

La loi est formelle, mais les mœurs viennent souvent corriger les rigueurs légales d'une vieille législation. Cela se conçoit facilement. En fait, le grand âge ne permet plus aux aïeux de remplir les obligations de cette lourde charge qu'est la puissance paternelle qui revient au père de l'enfant.

2° *Le père.* — La famille annamite, comme en Chine, repose sur le régime patriarcal. La filiation paternelle joue un rôle prépondérant. Le père est bien le chef de la famille en droit à la mort des grands-parents, en fait de leur vivant même. Son autorité est grande sans être tyrannique comme la *patria-potestas*, du *pater familias* romain. Il y a d'ailleurs, avec l'institution roumaine des différences que nous montrerons quand nous parlerons de ses droits et de ses obligations. Elle s'oppose ainsi à la conception du père dans la législation moderne qui a tout juste le droit de sermonner ses enfants majeurs.

Nous nous bornons à signaler une différence intéressante qui sépare la conception romaine des idées sino-annamites. Nous voulons parler de la mère devenue veuve.

3° *La mère.* — Il faut détruire la légende de la femme annamite achetée par le mari avec les présents de noce, esclave de son mari et sans autorité à l'égard de ses enfants. On ne peut pas, comme

1. Code Gia-Long, art. 82. D.I.

certain le font, asseoir sa conviction sur le proverbe populaire : « La femme doit suivre les conseils de son père, une fois mariée, ceux de son mari, veuve, ceux de ces enfants ». Il exprime simplement une idée de protection à l'égard de la femme.

Les devoirs que les enfants doivent avoir envers leur mère sont identiques à ceux dus au père (1). Les rites du deuil, manifestation la plus importante et la plus solennelle dans la vie sino-annamite, n'en fixent-elles pas la durée à trois ans, qu'il s'agisse du père ou de la mère ? La mère annamite n'est donc pas, comme dans le droit romain, considérée comme une personne de condition inférieure sans aucune autorité sur ses enfants, dont elle n'est que la sœur : *loco sororis*. Non, ici elle exerce une très grande autorité que la morale et la tradition lui confèrent durant le mariage et que, à la mort de son mari, la loi lui laisse en la renforçant.

Si nous risquons une comparaison ce sera avec la conception française de la mère, comparaison peut-être hardie, mais juste, à notre avis.

Il est d'ailleurs intéressant de faire un rapprochement avec l'ensemble de l'institution : la puissance paternelle annamite et celle du Code français ont des traits communs.

L'auteur de l'exposé des motifs du titre de la puissance paternelle dans le Code civil nous révèle sous des apparences trompeuses, le sens exact de la

1. Hodackbai, *Cours de Droit civil*,

pensée du législateur français. Elle ne diffère pas de l'esprit qui anime le droit sino-annamite. Le texte même du Code civil français, après un examen approfondi, confirme cette opinion. Nous verrons cependant par la suite qu'il y a une différence importante entre ces deux législations.

Ainsi, la puissance paternelle dans le Droit civil français appartient conjointement au père et à la mère, l'article 372 le dit explicitement. « Mais, ajoute l'article 373, le père seul exerce cette autorité de la puissance paternelle durant le mariage ». On croirait voir là des préceptes confucéens sur l'organisation d'une famille sino-annamite ou le résumé succinct des articles épars du Code Gia-Long concernant la puissance paternelle.

La mère française qui semble être l'« égale de l'homme » dans toute l'acception du terme a-t-elle plus de droits que la mère annamite ? Nullement. C'est toujours le mâle qui doit dominer là comme ici pour mieux défendre les intérêts de la famille.

Mais voici apparaître la profonde différence des deux mentalités. Dans le Code napoléonien, c'est une mesure d'ordre public destinée à préserver la personne et les biens des enfants, parce que « l'exercice en commun de l'autorité paternelle amènerait des conflits fâcheux » (1) qui nuiraient évidemment à leurs enfants. La morale ainsi que les lois sino-annamites n'édicte ce précepte que dans les intérêts généraux d'un groupement d'unités. D'après ce

1. E. Gardeil, *Puissance paternelle à Rome et en France*.

principe, le père seul représente tous les membres de sa famille.

Dès que le père disparaît, la mère annamite comme la française exerce à son tour la puissance paternelle (1). Le Code civil, pas plus que le Code Gia-Long, ne l'a indiqué clairement dans un article de loi. Mais, ici comme là, la dévolution de l'exercice de cette autorité à la mère veuve, résulte implicitement des autres droits naturels et maternels.

L'article 141 du Code civil ne dit-il pas : « Si le père a disparu laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance et elle exercera tous les droits du mari quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens ».

Le Code Gia-Long, dans l'article 82, punit de peines sévères les enfants qui partagent le bien familial et ceci aussi bien du vivant de leur père que du vivant de leur mère. Celle-ci a l'usufruit des biens du défunt dont elle a l'administration, mais pas la disposition.

En effet, comme la veuve française qui a besoin de l'autorisation du conseil de famille pour accomplir des actes graves concernant les biens de ses enfants, la mère annamite, pour disposer d'un bien de l'héritage, a besoin de la signature de ses enfants « s'ils sont en âge de raison », et de l'assistance du

1. « Elle doit être traitée comme le chef de la famille » (art. 283, exp. coordonnées).

truong toc, le chef de la parenté, quand ils sont « en bas âge ». Cependant sa présence n'est pas, d'après la coutume, une cause d'empêchement légal pour l'ouverture des successions (1).

Une différence capitale cependant existe entre les deux pouvoirs. En France, la veuve a beau se marier, elle garde toujours cette prérogative, tempérée, il est vrai par la présence d'un tuteur et du conseil de famille. Tandis qu'en Annam, si elle se remarie, elle perd tous ses droits sur ses enfants, sur l'usufruit des biens de l'héritage. Son inconduite peut être encore une cause de déchéance (2).

Nous voyons donc qu'elle n'est pas encore la mère souveraine de la famille musulmane basée à l'origine sur le matriarcat, non plus la veuve romaine tombée dans la puissance de son fils aîné.

Mais, pour exercer la puissance paternelle, elle doit être l'épouse légitime et non pas une femme quelconque du père. Les concubines, ou femmes de deuxième rang, n'ont jamais ce privilège, et même la femme légitime du deuxième lit ne possède pas de droits aussi étendus sur les enfants du premier lit pour qui elle n'est que le Ke-mau « mère seconde ». Dans ce cas, elle partage avec d'autres personnes les prérogatives de la puissance paternelle : soit l'oncle paternel, soit le frère aîné, ou le truong-toc.

4^o *L'oncle paternel.* — La coutume reconnaît à

1. Empêchement édicté par l'article 82 du Code Gia-Long.

2. Hodackai, *Cours de Droit civil annamite*.

l'oncle paternel une certaine prérogative sur la personne ou sur les biens de ses neveux quand leurs parents sont morts et qu'ils ne sont pas en « âge de raison ». L'adage annamite : « L'oncle paternel remplace le père » (1), exprime toute l'importance des droits tout au moins moraux conférés aux oncles. Dans bien des cas même, la mère survivante devra consulter son beau-frère sur l'opportunité ou l'efficacité des mesures qu'elle prend dans l'éducation ou la gestion des biens de ses enfants.

5° *Le frère aîné* joue souvent un rôle extrêmement important à l'égard de ses cadets. Quand ceux-ci sont orphelins de père et de mère, c'est lui qui, dans bien des cas, les remplacent. C'est lui qui est chargé de marier ses frères et sœurs, il est compris dans le nombre des « autres parents de qui dépend le mariage » (2). C'est le dépositaire du fonds culturel, le Huong hoa chargé du culte des parents. Il a droit au respect et à l'obéissance de ses frères cadets. N'est-il pas encore vrai que manquer de respect à ceux qui sont chargés d'honorer la mémoire des parents, c'est encore manquer à la piété filiale. Souvent même c'est lui le Gia-trung, l'aîné d'un foyer, qui assiste sa mère veuve dans beaucoup de ses actes quand il est en âge de raison bien entendu. L'aîné, dans la famille annamite, même du vivant des parents, a une autorité morale considérable sur ses cadets, et dans leurs vieux jours, les parents,

1. Khong cha co chu.

2. Code Gia-Long, art. 94, D. I.

souvent, remettent entre ses mains tous les soins de l'éducation des autres enfants et de la gestion des biens de la famille.

6° *Le truong-toc*. — C'est le chef de la parenté, il est différent de l'ainé dont nous venons de parler. Tandis qu'il est le représentant de toute la grande famille, la « gens », dont les membres parfois innombrables, portent tous le même nom.

Truong-toc signifie « le plus âgé, le plus expérimenté » de tous parmi ceux qui ont le même nom, tandis que le gia-truong mentionné plus haut n'est que l'ainé d'un foyer. « C'est le chef moral de la grande famille, c'est l'ainé de la branche aînée, celui qui descend en ligne directe des ancêtres, celui qui, par la génération, en est le plus rapproché (1). » C'est lui le chef du tribunal domestique devant qui les parents viennent porter leurs différends. Mais il ne faut pas exagérer l'importance de sa fonction juridictionnelle. Le truong-toc annamite est une sorte de juge de paix familial dont on respecte plutôt l'âge, la sagesse et l'expérience qu'on ne craint le pouvoir de punir. C'est une autorité toute morale qu'il exerce sur les membres de la grande famille plutôt qu'un pouvoir de juridiction. Il ne jouit pas, en réalité, de la *patria potestas* dans toute son étendue. « Il remplace le père ou le grand-père de chaque famille particulière dans ses fonctions quand cette famille est privée de son chef. » « Il est le témoin autorisé des actes importants ; il veille à ce que les cérémonies

1. Farjenel, *Le peuple chinois*, p. 132.

en l'honneur des ancêtres soient célébrées par le ministère du premier né des mâles de la branche aînée (1). »

SECTION II. — Droits et obligations des parents.

Nature de l'autorité paternelle.

On est tenté souvent de comparer le pouvoir paternel annamite à l'omnipotence que détenait jadis le père de la famille antique, telle qu'elle résultait de la *patria potestas* à Rome (2). Il existe pourtant une différence entre les droits annamite et latin.

Le *pater familias* jouissait d'une autorité sans appel au moins dans les premiers temps de la fondation de Rome. Il avait le droit de juger les siens et de leur appliquer telle peine suivant son bon plaisir. Gaius n'a-t-il pas dit : « In summa sciendum est, us qui in potestate, manu, mancipiove sunt, nihil in jure cedi posse » (3). Sa femme et ses enfants ne

1. Lupo, *Cours d'administration annamite*, p. 172.

2. Tavernier, *La famille annamite* : « Certains qui ont écrit sur ce sujet, ont confondu à mon sens les principes fondamentaux qui constituent la base de cette institution (la puissance paternelle) et ont dressé un parallélisme trop étroit entre la famille gréco-romaine et la famille annamite. Ils ont été abusés par la constatation de l'existence d'un fond religieux, commun aux deux peuples et sont arrivés à cette conclusion, nécessairement erronée, que le père de famille annamite, jusqu'en ces dernières années, possédait, sur ceux qui habitaient sous son toit, les droits reconnus du *pater familias* de la société romaine. »

3. Gaius, C. II, § 96.

pouvaient pas faire appel à la justice du prêteur, c'était lui seul leur juge naturel.

Il n'y a rien de semblable dans la famille annamite. Le père ainsi que le Truong-toc exerce parfois une justice, mais c'est une justice de paix toute platonique ne comportant aucune sanction pénale. S'il est moralement défendu aux enfants de citer leurs parents devant les tribunaux impériaux et de les y accuser, il leur est possible de faire appel à la justice du mandarin contre les tiers qui auraient lésé leurs droits en traitant avec leurs parents.

De cette fonction juridictionnelle du pacte familial naissait en droit romain, au profit du père le droit de vie et de mort sur tous les siens « vitæ necisque potestas ». Le Code Gia-Long ne reconnaît jamais ce droit au père annamite. L'article 263 le dit expressément : « L'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère qui aura commis un meurtre volontaire sur la personne d'un enfant ou petit-enfant, sera puni de 60 coups de truong (1) et d'un an et demi de travail pénible. » La mise à mort par le père d'un des siens est formellement défendue par la morale et la loi. Un meurtre involontaire commis sur la personne de ses enfants conduit le père à 90 coups de truong, sans la prison (2).

1. Le truong est un gros rotin dont les bouts sont renforcés par un morceau de cuir.

2. Voir dans l'appendice le jugement rendu par les mandarins de la province de Quang-Binh le 29^e jour du 11^e mois de la 9^e année du règne de S. M. Thanh-Thai (22 déc. 1897) reformant

On peut alléguer que des peines aussi légères appliquées au père meurtrier de ses enfants enlèvent toute efficacité à la prohibition légale, et que le père annamite possède en fait le droit de vie et de mort sur ses enfants. Nous répondrons simplement que le degré d'intensité de la peine ne porte pas atteinte au principe pénal : Etre condamné à un an de prison, c'est la condamnation qui importe et non la peine.

Le principe de la répression est donc sauvé et nous concluons que le père annamite n'a pas de droit de vie ou de mort sur les siens (1).

L'autorité du père annamite est toute morale. Elle puise sa source dans la piété filiale, dans le respect et l'affection des siens. La loi se contente de sanctionner certaines prérogatives que la tradition et les mœurs ont rendu omnipotentes.

Objet de l'autorité paternelle.

Le Code Gia-Long n'emploie jamais le terme : « les parents ont le droit de faire tel acte », il édicte simplement les obligations des enfants à leur égard. La loi annamite est une morale appliquée plutôt qu'un concept juridique ou une règle de droit.

Aussi, de l'ensemble des devoirs des enfants, nous pouvons tirer les attributs essentiels du pouvoir paternel.

celui du Quang-Phu de Quang-Ninh condamnant Mai-Tru à 100 coups de truong rachetables pour avoir fait frapper un de ses enfants jusqu'à la mort.

1. Code Gia-Long : art. 288, 284, 263, 283.

Nous avons vu que les parents n'ont pas le droit de vie ou de mort sur leurs enfants. Cependant, l'article 288 du Code Gia-Long n'édicte aucune peine contre les parents meurtriers de leurs descendants quand ceux-ci les ont frappés ou injuriés gravement. Il faut que la mort survienne par accidents et sans intention de la donner de la part de ceux qui en seront la cause (1). C'est un cas de défense légitime accordé aux parents, car un fils impie qui a osé lever la main sur eux ne mérite pas la faveur de la loi. On y voit peut-être une juste punition envoyée par le Ciel. En effet, s'il ne meurt pas par accident, il sera condamné à mort : sa disparition n'entraîne donc aucun danger pour la famille et pour la société (2).

Les parents annamites ont-ils le droit de vendre leurs enfants ? Beaucoup d'auteurs l'affirment. Nous ne le pensons pas. L'article 95 est formel : «... celui qui aura mis sa fille en gage ou en location sera puni de cent coups de truong. » Le père adoptif qui aura contraint sa fille adoptive à entretenir des relations coupables pour en recevoir le prix sera puni de 90 coups de truong (article 333) (3). On peut induire sans doute du silence du Code concernant les fils, que cette mesure est édictée uniquement

1. Ta-tsing lu li D. VI, tit. XII, § 319.

2. Voir dans l'appendice le jugement rendu par les mandarins de la province de Binh-Phu le 20^e jour de la 8^e année du règne de S. M. Thanh-Thai approuvant le jugement du Quang-Phu de Hoai-Nhon condamnant le nommé Dao-Xuan-Bi à la peine capitale par outrages coups et blessures sur la personne de sa mère.

3. Ta-tsing lu li D. VI, tit. I, § 275.

pour empêcher des relations condamnables. Le législateur ne s'est-il pas uniquement préoccupé de protéger le mariage puisque le séducteur coupable est aussi puni et le produit de la vente confisqué. En réalité, si le Code ne prend pas la peine de mentionner les fils, c'est parce qu'il est contre nature de vendre ceux qui portent le même nom que soi.

Il arrive quelquefois, dans des périodes de famine, que des parents, dans leur extrême misère, mettent en gage un ou plusieurs de leurs enfants pour subsister ou pour entretenir le culte de la famille. La loi, dans ce cas, n'édicte aucune peine, néanmoins elle n'autorise pas expressément cette pratique.

Les raisons en sont fort simples. En effet, vendre ses enfants pour avoir de quoi entretenir le culte, c'est encore un acte de piété, filiale louable. Quant à l'autre cas, la loi prend en considération la grande misère des parents et la situation périlleuse des enfants qui risqueraient de mourir de faim, s'ils restaient chez leurs parents (1).

S'il ne possède pas le droit de vie ou de mort ni celui de vente, le père exerce des pouvoirs étendus en matière de correction. La loi lui recommande seulement d'en user « d'une façon raisonnable et mo-

1. Luro, *Cours d'administration annamite*, p. 163 : « Nous trouvons bien encore dans la coutume que le père loue les services de son jeune enfant, qu'il emprunte une somme contre les services de ses enfants, qu'il les donne en paiement de sa dette. Mais cela n'a lieu que dans les familles très pauvres et pendant l'adolescence des enfants. Cet usage existe encore dans beaucoup de nos campagnes de France. »

dérée ». Il peut demander au juge d'emprisonner ses enfants quand cela lui semble indispensable.

Le père de famille en Annam a la tutelle sur tous ses enfants, quel que soit leur âge. La loi ne connaît pas de majorité. Elle ne peut exister qu'à la mort de tous les ascendants directs. Durant leur vie, tous les enfants doivent rester sous le toit paternel. C'est ainsi que naît le droit de garde. Le décret I (1) de l'article 82 le mentionne expressément :

« Du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, il n'est pas permis aux enfants et aux petits-enfants de partager les biens et de prendre des domiciles distincts. »

Nous voyons, dans le même article, une disposition concernant le droit paternel sur tous les biens familiaux. « Il est aussi administrateur des biens patrimoniaux dont il garde, toute sa vie, la haute direction, à moins que son grand âge ne l'ait déterminé à ne se réserver que le domaine (2). » Nous verrons l'étendue de ce droit quand nous étudierons les biens des enfants.

Le droit de garde paternel donne naissance à un autre, celui de consentir au mariage de ses enfants. Les parents sont les seules personnes de qui dépend tout lien matrimonial des enfants (art. 94). Ce droit comporte une seule restriction, par laquelle il leur est défendu de marier leurs enfants, personnes de

1. Les articles du Code Gia-Long contiennent dans leur texte des prescriptions qui portent le titre de décret.

2. Briffaut, *Biens culturels familiaux en Annam*, p. 17.

condition honorable, à des esclaves (art. 107). Ce droit ne s'exerce pas seulement sur leurs propres enfants, mais encore sur les veuves de ceux-ci. Le décret I de l'article 108 le définit nettement : « Si une veuve veut elle-même se marier..... c'est le père ou la mère de l'époux défunt de qui dépend le mariage. » Nous sommes loin des représentations respectueuses du Droit civil français !

L'enfant qui contrevient à ces règles ne sera pas seulement puni par la loi, mais encore chassé du foyer par son père. Ce dernier a le droit de ne plus le reconnaître comme son fils. C'est une chose terrible que d'être renié par ses parents. La mort même est préférable à cet état.

Ce droit d'exclusion est, à notre avis, le plus important des prérogatives paternelles. Il dépasse même celui de « vitæ nocisque potestas » dont disposait le *pater familias* romain. Nous savons quelle place la piété filiale occupe dans la vie annamite, et nous comprenons pourquoi un fils renié par ses parents préférerait la mort à une vie odieuse, objet du mépris et de la raillerie publique. La sentence d'exclusion est sans appel, c'est un droit de puissance paternelle devant lequel la loi elle-même s'incline. Elle prolonge ses effets au delà de la tombe. Vivant, l'exclu de la famille est repoussé partout, même par ses propres enfants. La loi ne lui reconnaît aucun droit, autre que celui de mort vivant. Mort, son souvenir est banni de la famille. Un condamné à mort aura sa place à l'autel des ancêtres, mais, lui,

le renié, il sera éternellement condamné et n'aura aucun culte. Il est l'exécration du genre humain et de sa postérité.

Voilà une arme redoutable que la morale et la tradition confèrent au chef de la famille et devant laquelle la loi se tait et s'incline.

La loi accorde donc au père des pouvoirs très étendus et cependant elle lui recommande de les exercer « d'une façon raisonnable et modérée », suivant les principes de la morale. Aussi a-t-il de lourdes obligations à remplir.

Le premier de ses devoirs est d'élever ses enfants et de pourvoir à leur éducation, comme son père l'a fait pour lui, suivant les rites et la morale. Ce devoir comporte une sanction très grave. En effet, suivant le principe de la responsabilité collective qui est en Annam érigé en système de gouvernement le père qui n'a pas su éduquer l'enfant coupable, participe à sa peine. C'est encore manquer à la piété filiale que de n'avoir pas su donner une éducation convenable à ses enfants qui sont devenus criminels. Si le fils commet un crime de haute trahison, le père, la mère et l'aïeul seront exilés ou internés (art. 224 code Gia-Long) (1).

L'article 238 décret IV édicte la peine de 40 coups de rotin appliquée « au père ou au frère aîné qui ne sont pas capables d'empêcher le fils ou le frère cadet de voler furtivement ».

C'est l'obligation la plus importante, mais elle

1. Code de Le, art. 43.

n'est pas la seule. « Le père doit aimer ses enfants (1). » Nous avons vu qu'il ne doit pas vendre ni louer ses filles (2), il ne doit pas chasser son gendre pour marier sa fille à un autre. L'article 97 est formel : « Celui qui chassera le gendre et mariera sa fille ou qui appellera un nouveau gendre sera puni de cent coups de truong. »

En face de l'étendue des pouvoirs paternels, quels sont les droits des enfants qui en sont la contrepartie ? Les enfants, dans la loi annamite, ne possèdent aucun droit. Nous allons voir dans le prochain paragraphe qu'ils n'ont que des devoirs nombreux et sévères à remplir sous peine de sanctions terribles.

SECTION III. — Devoir des enfants.

La puissance paternelle annamite n'est pas organisée pour la protection des enfants comme dans les autres législations. La loi annamite ignore les individus ; elle ne connaît que la famille. Les règles de la puissance paternelle sont organisées pour sanctionner les préceptes d'une morale basée sur la piété filiale et le respect dû aux supérieurs plutôt que pour garantir les droits de tel ou tel individu. Ces règles légales comportent des peines terribles contre les enfants s'ils n'accomplissent pas toute l'immensité de leurs obligations.

Leur premier devoir est d'aimer leurs parents.

1. Dai-Hoc, parole de Tang-tu.

2. Art. 95 et 333.

Cet amour doit être un renoncement de soi-même pour l'être que l'on chérit. Il ne souffre aucun tempérament, de quelque ordre qu'il soit, il n'appelle pas seulement le dévouement, mais exige le sacrifice total d'une vie. Il faut faire don de soi-même à ses parents, car « nous ne pouvons jamais leur rendre tout ce qu'ils ont fait pour nous, leur peine est immense comme l'immensité du ciel » (1).

Il faut accomplir ses obligations avec plaisir, sans cela on n'accomplit pas tout son devoir de fils. Les enfants doivent aimer leurs parents toute leur vie. Mencius dit : « L'amour de l'homme se porte naturellement pendant son enfance sur ses parents, sur sa femme une fois marié, sur son roi quand il devient mandarin. Celui qui aime ses parents toute sa vie aura parfait son devoir. »

A ce devoir d'affection, les enfants doivent joindre celui du respect. Confucius enseigne que « le devoir filial ne consiste pas à nourrir les parents mais il faut encore les aimer suivant les rites et leur témoigner du respect » (2).

Il est intéressant de remarquer ici l'analogie de ce précepte avec celui contenu dans l'article 371 du Code civil français ainsi conçu : « L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère. » Mais « cet article n'est qu'un précepte de morale qui a eu pour but simplement de rappeler que la suppression de la puissance paternelle à partir de la

1. Kinh-thi.

2. Luangu, chapitre II.

majorité de l'enfant ne déliait pas celui-ci de ses devoirs envers ses parents; les mots importants de l'article sont ceux-ci « à tout âge ». Il n'en résulte aucune conséquence juridique : on n'empêche pas l'enfant d'intenter contre ses parents une action déshonorante, de les accuser de vol par exemple. On ne l'empêche pas non plus, quand il leur est créancier d'user de ses droits contre eux avec la dernière rigueur de faire saisir et vendre tous leurs biens » (1). Cette obligation dans le droit français est donc toute platonique, tandis que la loi annamite sanctionne par des peines terribles toute défaillance à ce devoir.

De ces deux importants devoirs filiaux découlent tous les autres, les uns se rapportant à l'obligation, les autres au respect.

L'enfant doit pourvoir à l'entretien de ses parents. Le décret I de l'article 307 s'exprime ainsi : « Si les enfants sont pauvres et ne sont pas capables de se créer des ressources pour subvenir aux besoins de leur père et de leur mère et que de là résulte le suicide de ses parents qui finissent par se pendre, ces enfants seront punis de 100 coups de truong et de l'exil à trois mille ly (2). » Abandonner malgré soi ses parents dans la misère jusqu'au désespoir et à la mort est chose odieuse et doit être punie sévère-

1. Planiol et Ripert, *Droit civil*, p. 533.

2. En Annam on ne connaissait pas le système métrique ; on se servait souvent des moyens spéciaux pour mesurer. Un observateur se place devant un buffle et s'en éloigne progressivement. Au moment où la taille du buffle lui apparaît aussi petite que celle d'une chèvre, il s'arrête. La distance qui le sépare de l'animal est le ly.

ment. Le simple fait de ne pas veiller aux quatre-vingts ans de ses père et mère ou aïeux entraîne une punition de 80 coups de truong (art. 161).

Le Code des Le apporte ici une sanction encore plus sévère. C'est un emprisonnement avec les travaux forcés sur une plainte des parents. Les enfants adoptifs et adoptés supportent une peine moins lourde (article 42 Code des Le).

Pour permettre l'accomplissement de ce devoir la loi accorde aux enfants de suivre leurs parents condamnés, pour veiller sur eux. L'article 71 prévoit même la faveur suivante accordée dans ce but, par décision royale à un condamné à mort qui a encore ses vieux parents. « S'il s'agit d'un condamné aux peines de l'exil ou du travail pénible, il ne subira que la peine de cent coups de truong (rotin)... il demeurera pour soigner ses parents » (article 14). Dans le décret I, la loi ajoute : « Si tous les frères aînés et cadets sont coupables et tous condamnés à mort, l'un deux demeurera pour nourrir ses parents. »

Le fonctionnaire (art. 161, décret I) ou le soldat appelé (art. 188) qui possède encore leurs parents vieux et infirmes pourront demander à résilier leurs fonctions pour se consacrer aux soins familiaux. C'est au nom du principe de la piété filiale que le législateur accorde toutes ces faveurs.

Mais il ne suffit pas seulement de nourrir ses parents, ce ne sont pas simplement les aliments dont parle le Code français, il faut accomplir ce devoir avec sollicitude et respect.

Si l'obligation alimentaire n'est pas accomplie suivant les rites, les enfants seront punis, car le devoir de respect est d'une importance capitale.

Insulter avec menaces ses parents en Annam peut amener la peine de mort (1). En effet, injurier ses ascendants c'est manquer à la piété filiale, et le coupable sera puni de la peine prévue par le 7^e des dix crimes atroces de l'article 2. Cette peine est terrible : c'est la mort lente ; on arrache au condamné sa chair par morceaux.

Quant aux insultes, sans menaces, coups et blessures, avec simple impolitesse ou désobéissance, le Code des Le comme celui de Gia-Long édicte des peines variées. L'enfant qui désobéit simplement aux ordres de ses parents est puni de prison ou de coups de truong suivant l'importance de la faute (Code des Le, art. 42) (2). Ainsi l'article 82 ne prescrit aucune peine, mais interdit simplement aux enfants de désobéir aux ordres des parents en prenant un domicile distinct sans leur consentement.

Le Code des Le prévoit, dans les articles 47, 23 et dans le chapitre II du titre « Coups et blessures »,

1. Voir dans l'appendice le jugement rendu par les mandarins de la province de Binh-Phu le 20^e jour du 3^e mois de la 8^e année du règne de S. M. Thanh-Thai (2 mai 1896) approuvant le jugement de Quang-Phu de Hoai-nhon condamnant le nommé Dao-Xuan-Bi à mort pour outrages, coups et blessures sur la personne de sa mère.

2. Voir dans l'appendice le jugement rendu par le Quang-Huyen de Huong-Tra et approuvé par les mandarins de la province de Thua-Thien le 8^e jour du 10^e mois de la 1^{re} année de S. M. Bao-Dai condamnant le nommé Nguyen-Lut à soixante coups de truong rachetables pour avoir désobéi aux ordres de son père.

la peine de la prison avec bannissement contre tous les enfants qui insultent, outragent et blessent leurs parents, ou simplement leur désobéissent.

Dans le Code Gia-Long, les peines semblent plus sévères. Il y a une disposition légale d'une importance capitale pour tout le droit annamite, c'est l'article 34 relatif à l'application des peines. Avec cette disposition légale on peut prononcer la peine de mort contre tout manquement de respect, toute désobéissance de la part des enfants à l'égard de leurs parents.

En effet, « bien qu'une faute soit punie par un article spécial (qui prévoit une peine légère) le coupable, en la commettant, a eu l'intention de se soustraire à une faute plus grave ; on suivra naturellement la plus sévère ». Ainsi, sera puni de cent coups de truong (article 307) le fils qui désobéit aux ordres de ses parents sans intention ou qui les abandonne à leur misère quand il est lui-même pauvre.

Mais c'est aussi un cas de manquement à la piété filiale dont la peine est la mort lente puisque c'est le 7^e des crimes atroces.

Cependant, le Code est net sur beaucoup de cas. L'article 298 dit : « celui qui aura outragé son aïeul, son père ou sa mère... sera puni de la strangulation » (1). « Les enfants qui auront frappé les parents

1. Voir dans l'appendice le jugement rendu par les mandarins de la province de Telma-Thien le 15^e jour du 5^e mois de la 1^{re} année de S. M. Bao-Dai réformant celui rendu par le Quang-Huyên de Quang-Dien concernant le nommé Ho-But pour outrage et insulte contre son père.

seront décapités (1) (art. 288). » La loi apporte cependant un tempérament à la rigueur des peines. Elle exige deux conditions : il faut que les parents victimes portent personnellement plainte et que l'accusation ne soit pas calomnieuse. « En effet, disent les explications coordonnées de l'article 298, les outrages ne laissent pas de preuves palpables ; il faut donc que l'insulté porte personnellement plainte... il faut encore que le fait soit réel. » La loi respecte le sentiment d'affection du père qui ne veut pas livrer son fils aux rigueurs de la justice, elle ne s'immisce pas dans les considérations d'affection et d'amour de la famille (2).

Mais malheur à celui qui ose attenter à la vie de ses parents. La loi ici prend la défense des intérêts supérieurs de la société et de la morale, elle ne met plus aucune condition à l'application de la peine : c'est le quatrième des crimes atroces dont le châtiment est la mort lente.

L'article 253 est ainsi conçu : « Ceux qui auront formé un complot de meurtre contre leur aïeul ou aïeule, père, mère... et lorsque le complot aura été suivi d'acte d'exécution, seront punis de la décapitation, et si la victime a été tuée, ils seront punis de la mort lente. »

1. Voir dans l'appendice le jugement déjà cité concernant Dao-Xuan-Bi condamné à mort pour avoir frappé sa mère.

2. Voir dans l'appendice le jugement rendu par les mandarins de la province de Plin-Yen le 22^e jour du 5^e mois de la 1^{re} année du règne de S. M. Bao-Dai (31 juillet 1926) approuvait celui du Quang-Huyên de Dong-Xuan condamnant le nommé Nguyen-Nay à 3 ans de prison pour insultes à sa mère.

L'article 288 est encore plus explicite et plus formel : « Les enfants ou petits-enfants qui auront frappé leurs aïeux ou père et mère seront tous décapités (1) ; et s'il y a meurtre, ils seront punis de la mort lente. »

Aucune indulgence, aucune circonstance atténuante ne viendra fléchir la rigueur légale. En effet, « violer et briser les relations de bonheur entre eux, fouler aux pieds des sentiments naturels, c'est pousser l'atrocité à ses dernières limites. C'est une révolte complète contre les lois naturelles, et c'est pour cela qu'on appelle le crime la rébellion odieuse » (2). De tout temps et partout le parricide est sévèrement puni, car c'est un crime contre nature. Le Code pénal français ne prévoit-il pas, dans l'article 13, des mesures spéciales concernant l'exécution du criminel impie. « Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir. » Que signifient ces mesures à côté des rigueurs de l'article 223 du Code Gia-Long et les commentaires du Code chinois que le législateur annamite conserve intégralement ? C'est la mort lente, peine terrible qui consiste à « arracher la chair du condamné par morceaux jusqu'à ce que mort s'en suive » (3). C'est au nom de la piété filiale que le législateur invente cette peine pour punir les

1. Voir dans l'appendice le jugement déjà cité concernant Dao-Xuan-Bi condamné à mort pour avoir frappé sa mère.

2. C. off. du § 4 article 11.

3. Lasserre, *Projet de Code civil anamite*.

enfants coupables. C'est au nom du même principe qu'il leur défend de porter les accusations contre les parents.

L'article 306 le défend formellement et prévoit la peine de cent coups de truong et de trois ans de prison si l'accusation des enfants est bien fondée (1) (art. 47, Code des Le). Les parents accusés seront dispensés de la peine qu'ils auront encourue. La loi les assimile à ceux qui se livrent à la justice et, par conséquent, ne les punit pas (art. 241). Malheur au fils qui calomnie ses parents car « si de quelque façon que ce soit, il y a accusation calomnieuse, la peine est la strangulation, et si une seule chose est entachée de fiction, la peine est immédiatement applicable, sans qu'il soit nécessaire que l'accusation soit complètement calomnieuse » (2).

Cette disposition légale se passe de tout commentaire. C'est une mesure destinée à préserver l'honneur et le nom d'une famille qui seront en danger si l'on permet aux enfants d'étaler aux yeux du public les crimes de leurs parents. « Révéler les fautes des parents, les attaquer ou les dénoncer en justice, c'est une transgression du devoir très grave, un crime contre nature que la loi punit très sévèrement » (3).

C'est un sentiment légitime qui pousse tous les législateurs à défendre aux enfants une action désho-

1. Voir dans l'appendice un des considérants du jugement concernant Mai-Tru.

2. C. of. de l'art 306.

3. Tran von Chuong, *Essai sur l'esprit du Droit sino-anamite*.

norante contre leurs parents. N'en trouvons-nous pas, une réminiscence dans l'article 371 du Code civil français. L'analogie est frappante. Ce Code civil dans l'article 371 semble édicter, une règle qui défend toute action de justice, déshonorante pour les parents. Mais l'article 380 du Code pénal vient en restreindre les effets en permettant aux enfants de les poursuivre quand leurs intérêts sont lésés. Cependant, la réparation doit être civile sans aucune sanction pénale.

La loi annamite permet à l'enfant de se substituer à son père criminel pour purger à sa place les peines légères. Pour récompenser cet acte de piété filiale, elle diminue d'un degré la peine du père pour l'appliquer à l'enfant (art. 38 du Code des Le, chapitre des Rites).

Mais sa colère est terrible et elle ne manque pas de punir sévèrement celui qui contracte mariage ou qui se livre aux débauches pendant que ses parents souffrent dans la prison.

En effet, « c'est un temps pendant lequel les enfants et les petits-enfants doivent désirer ne pas vivre ; si, néanmoins, ils accomplissent les cérémonies du mariage, c'est qu'ils s'adonnent uniquement à leurs propres satisfactions et qu'ils oublient le chagrin de leurs parents, la faute n'est-elle pas énorme (1) ? ».

Aussi, le Code prévoit-il quatre-vingts coups de truong contre les défaillants et le mariage sera

1. Article 99 (c. off.).

annulé. Il le permet cependant si les père ou mère leur ont donné l'ordre de se marier ; même dans ce cas, il recommande la stricte intimité des cérémonies, sous peine de la même sanction.

Le Code des Le, dans l'article 35, chapitre du mariage, prévoit une sanction différente. L'enfant coupable supportera la peine de ses ascendants, diminuée de trois degrés ; si leur autorisation fait défaut.

Même en temps ordinaire, les enfants ne doivent pas se marier sans le consentement des personnes de qui dépend le mariage (art. 94). Il y a dans l'article 94 un décret I qui est catégorique à ce sujet : « Le mariage des filles et des garçons dépend toujours de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère. »

L'Annam ne connaît pas l'amour passionné devant lequel tout se plie, devant lequel honneur et devoir ne sont que des mots. Il faut taire son instinct pour obéir aux ordres paternels ; c'est la seule attitude qu'un bon fils d'Annam doit adopter. Ce régime n'est pas pourtant tyrannique. Il arrive très fréquemment que la voix du cœur trouve son écho dans celle du devoir. Les jeunes gens annamites qui ne se fréquentent pas⁽¹⁾ ne peuvent pas avoir un choix bien décidé dans le mariage. Ils ignoraient tout jusque-là. Unis par un ordre paternel, leur cœur s'ouvre à l'amour et la vie commune rend l'affection que l'un a pour l'autre plus tendre et plus durable. Il n'est pas de ménage où l'on se respecte plus que chez les époux annamites.

1. Nam-nu-tho-tho-bat-than : Les garçons ne doivent pas s'approcher des filles (proverbe annamite).

Si les enfants ne sont pas libres de leur personne, ils ne le sont pas moins quant à leurs biens. « Du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, les enfants et les petits-enfants ne peuvent posséder aucun bien qui leur soit personnel. » C'est le principe posé dans le commentaire officiel de l'article 82. Si l'ascendant est encore en vie, tout partage des biens familiaux est prohibé. Les enfants qui feront un rôle de famille particulier et partageront les biens seront punis de cent coups de truong (article 82). Nous remarquons que cette disposition de la loi n'est pas d'ordre public. Les enfants, nonobstant la prohibition légale, ne seront punis que si les parents portent plainte.

En effet, dit le commentaire officiel du même article, « si ces personnes en question (père ou mère) porte plainte, les coupables, sont passibles des peines de la loi, et par là, la loi enseigne aux hommes à respecter les devoirs de la piété filiale ». Le silence des parents comporte donc implicitement leur autorisation et l'acte, devenu moral, est permis par la loi.

Les enfants sont co-propriétaires des biens familiaux dont la gestion et la disposition appartiennent totalement aux parents. L'usage veut souvent que les parents consentent aux enfants mariés une donation en avancement d'hoirie et leur accordent l'autorisation de prendre un domicile distinct et de fonder un foyer à part. Même dans ce cas, ils restent légalement propriétaires des biens confiés à la gestion de leurs enfants.

« Le fils inscrit au Bô (1) ne peut pas se considérer de ce fait comme possesseur individuel et ne peut pas, par conséquent, faire un acte d'aliénation sans le concours des autres membres de la famille ou sans l'autorisation du père ou de la veuve, serait-elle de deuxième rang » (2).

Les enfants n'ont aucun droit sur les biens de la famille, pas même sur ceux que leur travail aura produits. Le pécule romain n'existe pas légalement en Annam. La loi est formelle. L'article 82 leur défend d'avoir un bien *quelconque* qui leur soit personnel, même ceux provenant des donations faites en leur faveur par des personnes étrangères à la famille. La loi annamite ne connaît pas un pareil système de donation et même l'eût-elle permis, les enfants repousseront toujours les donations faites en leur faveur sans la participation de leurs parents à qui ils doivent demander l'autorisation de les accepter. Ce serait leur faire injure que de leur donner quelque chose à eux personnellement quand leurs parents sont en vie. Se méfier de leurs parents, c'est les outrager dans ce qu'il y a de plus profond et de plus respectable chez eux. Ils n'accepteront jamais de pareilles donations.

Tout tombe dans la masse commune dont dispose souverainement le père de famille. C'est tout un système de défense de la propriété collective et familiale que le législateur prone dans le Code Gia-

1. Rôle d'impôt foncier.

2. Briffaut, *Bien culturels familiaux en Annam*.

Long. Il voit avec répugnance toute tentative de morcellement des biens collectifs.

Si les enfants n'ont aucun droit aux biens paternels, ils sont tenus dans une certaine mesure des dettes du père. L'adage annamite « le fils est tenu des dettes du père que celles des enfants ne regardent pas » (1), n'est pas consacré par le Code actuel. C'est une réminiscence des lois des Le qui est devenue une obligation morale pour les enfants et, en pratique, ils acquittent presque toujours les dettes paternelles, même longtemps après la mort des parents.

La liste des obligations filiales n'est pas encore tarie. A la mort des parents, les descendants ont encore d'importants devoirs à remplir pendant la période du deuil. Un résumé succinct de l'article 106 nous fera voir avec quelle minutie le législateur règle les peines des fils impies qui manquent aux devoirs relatifs au deuil. Quand les enfants apprennent la mort de leurs parents, la douleur doit éclater. « Cacher ce deuil et ne pas manifester de suite sa douleur, indique un cœur indifférent : c'est une injure à ce qui est la raison... » Aussi, le fait est puni de 60 coups de truong et d'un an de travaux pénibles » (commentaire officiel du même article). Ceux qui, pendant le deuil, quittent les vêtements rituels, qui « se livrent aux plaisirs et oublient leur douleur, qui feront de la musique ou assisteront à des festins, seront punis de 90 coups de truong ».

Ces obligations strictes s'appliquent au peuple

1. Phu trai tu hoang, tu trai phu vo cang.

tout entier, depuis le plus grand mandarin jusqu'au dernier sujet de l'Empire. Le fils parvenu à la plus haute dignité doit résilier ses fonctions pour se consacrer à ses austères devoirs de deuil sous peine de se voir destitué de son grade. Si des fonctionnaires déclarent faussement le deuil de leurs parents pour bénéficier du congé attaché à cet effet, « ils manquent de fidélité envers le prince et de piété filiale envers leurs parents » (même article). Ils doivent donc subir 100 coups de truong et se voient révoqués. Le législateur du Code Gia-Long prévoit même une peine contre les supérieurs de ces fonctionnaires fautifs par application du principe de la responsabilité collective.

La loi défend formellement le mariage pendant le deuil. « Quiconque en deuil de son père ou de sa mère prendra femme, sera puni de 100 coups de truong » (art. 98). Le mariage sera cassé, la femme retournera à sa famille et le mari fautif subira la peine. La loi punit même les complices qui aideront les coupables à réaliser leur projet d'union.

Ces obligations ne prennent fin qu'avec celles du deuil, c'est-à-dire trois ans après la mort des parents. Pendant toute cette période, « les enfants doivent se consacrer aux mânes de leurs parents comme s'ils vivaient encore », dit la morale, précepte que la loi sanctionne par une peine de 30 coups de rotin. Le commentaire officiel de l'article 82 en donne la raison. « D'après les rites, s'ils sont encore en deuil, les fils aînés et cadets sont

encore dans l'obligation de se consacrer à leurs parents. Si nonobstant, ils font séparément les rôles, et s'ils partagent les biens, ils commettent également un manquement à la piété filiale ».

Après le deuil, les enfants doivent encore entretenir le culte des parents. Ils ne peuvent jamais vendre les biens réservés pour les besoins cultuels. « Les descendants qui vendront illicitement les biens laissés par leurs ancêtres pour subvenir aux frais des sacrifices, seront punis » (art. 87) (Décret 1). « Si l'ainé chargé du fonds cultuel, le Huong Hoa, vend ce bien, il sera condamné à l'exil. « Cette condamnation entraîne nécessairement la déchéance de ses droits civils et la perte de sa qualité de chef de famille et d'héritier du culte, c'est-à dire une véritable mort civile » (1).

« Mais le devoir des enfants n'est pas seulement de rendre un culte à la mémoire de leurs ancêtres, ils doivent encore assurer la perpétuité de ce culte » (2).

Ce sont là les charges importantes des fils, car les filles ne sont pas comprises dans les personnes chargées d'entretenir et de perpétuer les cultes des ancêtres. En effet, une fois mariées, elles quittent le foyer pour entrer dans une famille nouvelle et, de ce fait, tombent sous la puissance de leurs beaux-parents. Elles deviennent de véritables enfants de

1. Tran-Van Lieu, *Le Huong Hoa*, thèse Paris, p. 40.

2. Tran-Van Chuong, *Essais sur l'esprit du droit sino-annamite*, p. 191.

leur nouvelle famille avec toutes les obligations et toutes les prérogatives attachées à cette qualité. Ainsi, le complot formé contre la vie de leurs beaux-parents, les conduit à la peine capitale (art. 255). Elles doivent se consacrer au culte des ancêtres de leur mari, mais elles ne restent pas étrangères à celui de leur foyer auquel elles sont toujours tenues par les liens du sang.

Si les charges cultuelles ne pèsent pas aussi lourdement sur elles, elles n'en ont pas moins d'importants devoirs à remplir. La fille coupable de relations avec le meurtrier de ses parents ou de ceux de son mari sera punie de la peine du bannissement (Code des Le, art. 9, chap. du vol). La loi punit de la peine de mort la jeune fille coupable d'avoir calomnié son beau-père de vouloir abuser d'elle (art. 355).

À part ces dispositions spéciales, elles doivent remplir tous les devoirs inhérents à leur qualité d'enfant comme leurs frères, jusqu'au jour de leur mariage où elles tombent sous la puissance de leur belle-famille. Elles ont aussi, comme leurs frères, droit à l'héritage des parents. Elles ne sont pas comme la jeune fille romaine qui, une fois mariée, est morte pour sa famille naturelle. « D'après le droit chinois, les filles étaient impropres à succéder car elles auraient pu porter le bien familial dans la maison de leur mari. La coutume annamite a modifié cette règle : les filles ont droit à des parts égales à celles des garçons » (1). Remarquons ici

1. Perrot, *La société annamite*, p. 43.

que les enfants annamites ne sont pas des héritiers réservataires car les parents sont libres de la disposition de leurs biens, ils peuvent les déshériter complètement sans que la loi intervienne.

Quel tableau chargé que celui des obligations filiales des enfants d'Annam ! Nous faisons remarquer que les quelques obligations des parents constituent pour ainsi dire les quelques droits des enfants.

Mais quand donc prennent fin ces devoirs qui pèsent si lourdement sur les enfants ? Quand les parents le veulent bien de leur vivant, et trois années après leur mort. En effet, la majorité n'existe pas dans le droit annamite. Un homme, fût-il marié — grand-père même — s'il a encore ses parents, il est toujours sous leur puissance. Il ne sera majeur qu'à leur mort, après avoir rempli ses obligations de deuils, ce qui a permis à M. Trau vãn Chuong de dire, si justement d'ailleurs : « On peut même dire que les deux choses qui scandalisent le plus les Annamites sont la majorité... et la danse... (1) »

La puissance paternelle dans le Code civil français est instituée pour protéger les enfants contre les rigueurs des parents. En effet, « il ne faut pas organiser la puissance paternelle de telle sorte que ce soit un malheur pour les enfants de voir leurs biens entre les mains de leur père ou de leur

1. Trau vãn Chuong, *Essai sur l'esprit du droit annamite*, note 2. p. 184.

mère » (1). L'enfant est la personne vers laquelle le législateur français se penche avec sollicitude quand il entreprend la tâche d'organiser la famille. « L'intérêt de l'enfant, tel est le premier point sur lequel il faut que l'attention se porte lorsqu'il s'agit d'organiser la famille ou de régler quelque détail particulier de son organisation » (2).

Pour le Code civil français, la puissance paternelle « est un droit fondé sur la nature et confirmé par la loi qui donne au père et à la mère pendant un temps limité et sous certaines conditions, la surveillance de la personne, l'administration et la jouissance des biens de leurs enfants » (3). Le droit des parents français ne s'exerce donc que « pour un temps limité et sous certaines conditions ». Ils ne sont que des administrateurs de biens de leurs enfants, dont ils ont la jouissance légale (art. 384 Code civil).

En effet « la puissance paternelle n'est point un pouvoir absolu. A côté de la famille, il y a la société qui a bien aussi sa part de droits et des intérêts à défendre ; elle doit sa protection aux enfants et elle a intérêt à ce que ni leur moralité, ni leur santé ne soient compromises » (4). La loi annamite, si elle n'accorde pas au père la disposition souveraine de la personne de ses enfants, lui donne tous les droits sur leurs biens.

Il y a l'article 371 du Code Napoléon qui prescrit

1. Demolombe, *Puissance paternelle*, n° 524, 525.

2. Gardeil, *La puissance paternelle*, p. 166.

3. Exposé des motifs.

4. Planiol et Ripert, *Droit civil*, p. 557.

que « l'enfant à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère ». Mais nous avons vu que c'est une disposition toute platonique, tandis que l'article 2 du Code Gia-Long, dans le paragraphe 7, prévoit la mort lente pour les enfants « coupables de manquer à la piété filiale ». Sous la rubrique « manquement à la piété filiale », on peut faire rentrer une foule de choses depuis les plus futiles jusqu'aux plus graves. C'est un manque de piété filiale que le fait de ne pas subvenir aux besoins de ses parentes, le fait de se marier, de se réjouir, de se livrer aux plaisirs pendant la période de deuil.

L'autorité paternelle annamite n'est pas cependant celle du *pater familias* romain qui avait le droit de vie et de mort sur ses enfants. Nous avons marqué toute la différence dans la deuxième section du présent chapitre.

Certains auteurs européens veulent voir dans cette institution une organisation systématique de la défense des intérêts du père (1). Nous ne le croyons pas.

La puissance paternelle dans le droit annamite n'est pas non plus instituée pour sauvegarder les droits des enfants. « On est tenté de croire que cette puissance est organisée dans l'intérêt du père ou de

1. Perrot, *La société annamite*, p. 40 (l'auteur après avoir énuméré les pouvoirs du père conclut : « Ainsi qu'on le voit, la puissance paternelle était aussi fortement organisée en Annam qu'à Rome, mais elle « existe surtout dans l'intérêt du père. » M. Perrot fait ici la même erreur que beaucoup d'autres auteurs européens qui veulent assimiler les institutions annamites à celle de l'ancienne Rome.

l'aïeul, mais ce serait une grave erreur de l'admettre. La loi annamite, en réalité, ignore les individus ; elle ne veut favoriser ni le père, ni les enfants ; elle ne s'occupe que de la morale qui enseigne la piété filiale et le respect. Ces pouvoirs étendus, la loi les a donc accordés au chef de famille au nom de la morale » (1).

Puisque les pouvoirs étendus du père sont accordés au nom de la morale, but et fin de la loi et devant laquelle tout doit se plier, la puissance publique elle-même, dans bien des cas est obligée de céder le pas à la puissance de la famille. Ce conflit est parfois aigu et nous verrons dans le prochain chapitre comment on peut concilier les prérogatives familiales et les droits intangibles de l'Etat.

1. Trau vãn Chang, *Essai sur l'esprit du droit sino-annamite*, p. 181.

CHAPITRE V

LA PUISSANCE PATERNELLE ET LA PUISSANCE PUBLIQUE

Pour bien saisir toute l'importance de ce conflit, nous devons bien étudier les forces dont disposent les deux adversaires. Aussi, devons-nous examiner sommairement ce qu'on entend par puissance publique au pays d'Annam. C'est l'Etat personnifié dans le souverain, source de toute autorité dans l'Empire qui va se trouver en face du père, chef absolu de la famille.

SECTION I. — L'Etat annamite.

La conception que les Annamites se font de l'Etat est tout à fait spéciale à la mentalité de ce peuple. En Annam, l'Etat est considéré comme une personne ayant un idéal moral à poursuivre. Sa préoccupation principale est la réalisation de principes moraux et son action serait exactement semblable à celle d'un honnête homme.

Dans le royaume du « sud pacifié » « la vertu est le fondement ou la base d'un bon Gouvernement (1) ». L'Etat a pour fin l'application de la

1. Goubil, *La morale de Chou-King*, p. 31.

morale dans la vie du peuple, sans s'occuper de la protection des droits individuels. Comment concevoir d'ailleurs cette garantie des droits individuels dans un pays où la cellule sociale est le groupe, et non l'individu ?

« La famille est ici la base de l'édifice social » (1) et comme « l'Etat n'est qu'une famille (2) », nous voyons toute l'importance de la morale érigée en principe gouvernemental comme nous avons vu son rôle dans le droit familial. « Et à cette morale toute puissante dont le souverain annamite a fait la base de sa législation, tous les intérêts sont sacrifiés : En face de ses préceptes, les individus et même l'Etat n'ont aucun droit (3) ».

De l'identité de l'Etat à la famille placée sous la puissance de père, nous pouvons inférer que l'autorité étatique sera concentrée dans une seule main ; le souverain.

SECTION II. — Le souverain.

L'Empereur est la seule personne de qui émane tout pouvoir. C'est un monarque absolu, à qui tout le monde doit obéissance et soumission. Cependant, ce n'est pas le monarque qui dit : « L'Etat c'est moi ! », car l'Etat n'est pas le souverain, il est formé de

1. Pasquier, *l'Annam d'autrefois*, p. 23.

2. Trau van Chuong, *Essai sur l'esprit du Droit sino-annamite*, p. 79.

3. Trau van Chuong, *Essai sur l'esprit du Droit sino-annamite*, p. 130.

trois éléments : le territoire, le peuple, l'administration. Il a beau être le « Fils du Ciel », il n'en est pas moins soumis aux règles de la morale, principe direct de tout gouvernement. Le peuple n'est pas sa chose, il est même au-dessous de lui. « Le peuple a le droit de mettre à mort le mauvais empereur, car seul le souverain qui possède la vertu de « Yen » (morale humanitaire) est légitime. »

« S'il fait du mal au peuple, il devient tout de suite un individu ordinaire que tout le monde peut châtier » (1). « Quand un souverain gouverne tyranniquement son peuple et qu'il l'accable de maux l'histoire nous montre de loin en loin surgissant à propos un homme d'élite qui déclare que le souverain a perdu le mandat du ciel et sous cette fatale excommunication sous la réprobation de l'opinion publique la dynastie s'écroule (2) ». Il est vrai que l'empereur reçoit mandat du ciel pour gouverner, mais le « Ciel est un principe muet dont le peuple est l'interprète ». Son pouvoir ne peut exister que par le consentement de tous, car le « Ciel voit, mais il voit par les yeux du peuple, le ciel entend, mais entend par les oreilles du peuple » (3). Le mandat qu'il reçoit du ciel n'est en réalité que celui librement consenti par le peuple. Nous ne sommes pas loin de la conception moderne de la souveraineté populaire. La différence réside simplement dans la

1. Yuan Chancer, *Philosophie morale et politique de Mencius*, p. 272.

2. Luro, *Cours d'administration annamite*, p. 41.

3. Yuan Chancer, citation de Mencius, p. 272.

fin du pouvoir librement consenti par tous. Chez les uns c'est l'application des principes de la morale qui en explique l'existence, tandis que chez les autres la protection des droits est la première fin en vue de laquelle existe l'Etat et elle constitue sa principale obligation.

Il n'est donc pas le prince de Machiavel à qui s'applique la maxime latine : *Quidquid principi placuit legis habet vigorem*. Ici on doit dire plutôt : « tout ce qui est conforme à la morale doit plaire au prince et a force de loi. L'Empereur annamite doit être avant tout « les père et mère du peuple ». Il doit donner l'exemple de la vertu à tous les hommes de son pays. En effet « si vous voulez fonder l'affection (mutuelle dans l'empire) commencez par aimer vous-même vos père et mère et vous enseignerez par là au peuple à vivre en bonne intelligence. Si vous voulez fonder le respect commencez vous-même par respecter vos aînés et vous enseignerez au peuple à obéir. Par l'enseignement que vous lui donnez de l'affection et de la bonne harmonie dans la famille, le peuple apprend à faire grand cas des sentiments affectueux. Tandis que vous lui montrerez le respect qu'il faut avoir pour les aînés, le peuple apprend à faire grand cas de l'obéissance. Quand la piété filiale envers ses parents et l'obéissance aux ordres de ses supérieurs sont répandues dans l'Empire, il n'y a rien qu'on ne puisse mettre à exécution (1) ». Tels sont les préceptes que Con-

1. Li-Ki, pp. 118 et 119.

fucius enseigne à tous les princes à qui incombe la tâche de mener le peuple vers le bonheur.

Il est vrai que c'est là pure rêverie de philosophe, fiction qui n'a guère eu de prise sur la réalité. Les monarques chinois comme les annamites méconnaissent trop souvent ces théories pour gouverner ; il n'en est pas moins certain qu'elles ont exercé une influence considérable sur les différentes législations, telles que le Code Gia-Long, qui est encore en vigueur aujourd'hui.

SECTION III. — **Conflit de la puissance paternelle avec la puissance publique.**

La puissance publique puise son fondement dans la morale. Or, nous savons que l'expression parfaite de la morale sino-annamite se trouve dans la pitié filiale, principe générateur de toutes les vertus. Aussi, nous comprenons que l'Etat personnifié dans le souverain, dans bien des cas, soit obligé de s'incliner au nom de cette morale devant l'autorité du père de la famille, objet et fin de la piété filiale. L'empereur lui-même doit donner l'exemple d'un bon fils pour être un bon souverain. Quel motif pourrait-il invoquer, tiré de raison d'Etat, pour obliger son peuple à manquer à ses devoirs de fils pieux ? Aussi, la loi « n'a pas osé empiéter sur les pouvoirs du père (1) ».

1. Pasquier, *L'Annam d'autrefois*, p. 24.

En effet, certains articles du Code Gia-Long reflètent l'esprit de cette conception et cherchent à concilier la raison d'Etat, les besoins des services publics avec les préceptes de la morale.

Remarquons que beaucoup de dispositions légales du Code des Le et du Code Gia-Long ne sont pas d'ordre public, quand la loi envisage la question des devoirs filiaux, et les pouvoirs des parents.

Ainsi, l'article 82 de la loi ne permet pas aux enfants de posséder des biens du vivant de leurs parents, mais il ne punit les coupables que si les parents portent plainte. Il édicte une peine, mais laisse au père et à la mère l'initiative de punir. Le commentaire officiel du même article explique clairement l'attitude de la loi : « Si les aïeux ont laissé des ordres pour que les enfants effectuent le partage, alors les parents de rang prééminent ne portent certainement pas plainte (la peine ne sera pas appliquée) et par là, la loi est mise d'accord avec les sentiments humains. Si les personnes en question portent plainte, les coupables sont passibles des peines de la loi et par là la loi enseigne aux hommes à respecter les devoirs de la piété filiale ».

Il en est de même des articles 307, 297, et 298 qui subordonnent l'application de la peine de mort aux enfants qui outragent leurs parents à la condition d'une plainte déposée par ceux ci. C'est une peine grave que la loi prévoit, mais elle laisse le soin d'en décider l'opportunité aux parents. Car, « si la plainte est portée par un tiers, bien que le fait

puisse être réel, le coupable n'est pas punissable » (explications coordonnées de l'article 296). Nous voyons donc que pour des questions aussi graves, puisque la vie des enfants est en jeu, la puissance paternelle s'exerce souverainement. « La justice n'a pas l'initiative des poursuites dès qu'il s'agit d' « infractions commises envers les rites de la famille (1) ».

Dans le cas même où les besoins des services publics s'imposent avec force, la puissance de l'Etat s'incline devant celle des parents. Le conflit doit être tranché dans le sens favorable aux intérêts familiaux. « Toutes les fois, dit le décret 1 de l'article 161, qu'une personne apte à être pourvue d'une fonction ou à être choisie pour entrer au service de l'Etat aura des parents âgés et qu'elle désirera se consacrer au soin de les nourrir, au moment où l'administration de sa province adressera la dépêche de nomination, elle devra immédiatement faire sa déclaration au fonctionnaire local qui la fera transmettre au ministre, et elle restera dans son lieu d'origine pour s'y consacrer au soin de nourrir ses parents. »

Ce texte ajoute que même dans le cas où l'enfant est déjà fonctionnaire, il peut résilier ses fonctions pour se consacrer à ses parents. Une simple déclaration suffit. Le service dû au souverain passe après celui des parents.

Chose plus grave encore : même dans la défense militaire du territoire, la puissance publique cède

1. Pasquier, *L'Annam d'autrefois*, p. 25.

le pas aux devoirs filiaux. Les enfants jeunes et vigoureux ont le droit de remplacer leurs parents dans les charges militaires en temps de paix comme en temps de conflit armé (art. 188). La sollicitude de la loi envers le fils pieux est sans mesure, elle lui permet de se substituer à ses parents pour supporter leurs peines, en la diminuant pour le récompenser de son dévouement filial.

Dans bien des cas où l'ordre public est en jeu, ou cependant les rites familiaux ne sont pas en danger, la loi fait quand même encore de grandes concessions: Tous les condamnés à l'exil ou à l'emprisonnement, même ceux de droit commun, sont dispensés de la peine. Ils peuvent la racheter et restent chez eux pour se consacrer aux soins des vieux jours de leurs parents sans soutien (art. 17). Pour les condamnés à mort, les mandarins judiciaires doivent suspendre la peine et adresser au trône un rapport pour montrer au souverain la situation malheureuse créée aux parents par la disparition de l'enfant condamné. L'empereur accorde presque toujours la grâce.

Nous avons passé en revue toutes les défaites que la puissance publique a subies devant l'autorité des parents. Dans les cas qui intéressent la famille, la puissance paternelle s'exerce souverainement, elle étend son influence même sur les questions d'ordre public.

De pareilles concessions de l'Etat ne peuvent s'expliquer que par la fin morale qu'il se propose.

Or, la doctrine de la piété filiale est l'essence même de toute la morale, elle ne peut être logique avec elle-même que si elle favorise tout ce qui peut contribuer à la développer.

C'est une conception vieille, bien vieille, qui a inspiré une législation millénaire, puisque le Code Gia-Long est la copie intégrale du Code chinois dont la date se perd dans le temps. Et cependant, ce Code est encore en vigueur aujourd'hui en Annam. Est-ce un bien, est-ce un mal ? C'est ce que nous allons étudier en examinant les modifications qu'a subies la puissance paternelle du droit sino-anamite depuis l'arrivée des Français.

DEUXIÈME PARTIE

LA PUISSANCE PATERNELLE DANS LE DROIT ANNAMITE DEPUIS L'ARRIVÉE DES FRANÇAIS.

L'Indochine ou plus exactement les pays indochinois de langue et de civilisation annamites, ne possèdent pas une organisation judiciaire unifiée. Nous trouvons en effet pour les parties différentes de l'ancien empire d'Annam trois régimes judiciaires distincts. Nous allons donc examiner séparément les modifications que la puissance paternelle a subies depuis que la France a pris contact avec le royaume du « Sud pacifié ».

CHAPITRE PREMIER

ANNAM

Par le traité conclu à Hué, le 8 juin 1884, la France établit son protectorat sur ce qui restait du royaume de Gia Long, le Tonkin et les treize provinces annamites situées au nord de la Cochinchine étant devenues déjà terres françaises par la convention de 1863. C'est un protectorat politique que la France voulait exercer sur le pays d'Annam, en lais-

sant aux Annamites le soin de se gouverner suivant leurs lois et leurs coutumes. L'article 3 le proclame clairement « Les fonctionnaires annamites, depuis la frontière de Cochinchine jusqu'à la frontière de la province de Ninh-Biah continueront à administrer les provinces comprises dans ces limites sauf en ce qui concerne les douanes. » L'article 5 renforce encore cette autonomie et définit nettement les fonctions du représentant de la nation protectrice : « Un résident général représentant du gouvernement français, présidera aux relations extérieures de l'Annam et assurera l'exercice régulier du protectorat *sans s'immiscer dans l'administration locale...* » Et plus loin : « S. M. le Roi d'Annam continuera comme par le passé à diriger l'administration intérieure de ses Etats sauf les restrictions qui résultent de la présente convention ». Ce traité est la charte qui devait régler les rapports entre la France et son protégé l'Annam.

Il est regrettable que l'esprit de ce traité n'ait pas été observé dans la suite et de nombreuses modifications en ont complètement changé la physionomie et l'application. Ce protectorat politique tend vers un régime d'administration directe et l'Annam dans la pensée de beaucoup doit devenir un jour une colonie d'exploitation, un débouché commercial, un réservoir de ressources de main-d'œuvre et de matière première.

Dans une pareille conception quelle peut être la place du droit de l'Annam de se gouverner sous le

simple contrôle de la nation protectrice droit formellement reconnu par le traité ? Heureusement que tous ne pensent pas de la même façon.

Quoi qu'il en soit, nous remarquons que l'organisation judiciaire annamite n'a pas été beaucoup touchée depuis. Une ordonnance royale du 18 juillet 1919 a institué une commission de mandarins chargée d'étudier le projet d'un nouveau code annamite qui remplacerait le vieux code Gia-Long. Mais rien n'a été décidé, aucune législation nouvelle n'a été promulguée, et l'Annam vit encore sous les lois de Gia-Long.

C'est précisément de ce code que nous avons tiré toutes les prescriptions concernant la puissance paternelle que nous avons déjà étudiée tout au long de ce travail. Les mandarins annamites continuent à rendre la justice sous le contrôle de résidents français, en appliquant la loi annamite. Mais ce contrôle, ironie des choses a été élargi par une ordonnance royale du 11 septembre 1914.

L'action de ce contrôle tend de plus en plus à assimiler les organisations des prétoires annamites à l'armature judiciaire du Tonkin dont nous allons nous occuper.

CHAPITRE II

LE TONKIN

Le Tonkin, pays de protectorat devrait normalement conserver son organisation administrative et judiciaire purement annamite sous le contrôle des Résidents Français. Il n'en est rien et l'autorité du Roi d'Annam est devenue une fiction ; elle n'apparaît plus que dans la forme des ordonnances.

C'est dans les ordonnances royales du 16 juillet 1917 et du 7 juin 1923 que l'organisation judiciaire tonkinoise trouve sa charte. Il serait trop long de l'étudier ici dans les détails, bornons-nous seulement à jeter un coup d'œil d'ensemble.

Il y a 3 degrés de juridictions ; le tribunal du 1^{er} degré présidé par un juge tonkinois ou mandarin de l'ordre judiciaire ; au chef-lieu de chaque province se trouve un tribunal dit tribunal provincial présidé par le chef de la province, c'est-à-dire le résident français, ou à son défaut, par un magistrat français désigné par le directeur de l'Administration judiciaire. Une place est réservée à un juge recruté dans le corps du mandarinat judiciaire ou au plus haut fonctionnaire tonkinois. Et enfin, la deuxième chambre de la Cour d'appel de Hanoi,

juridiction purement française, connaît en dernier ressort de toutes les affaires civiles indigènes du Tonkin avec le concours de 2 mandarins judiciaires désignés par le gouvernement annamite, mais seulement sur la proposition du gouverneur général.

Quelle est donc la législation applicable à ces tribunaux ? Il y a 3 codes nouveaux, celui de procédure civile, le code de procédure pénale et le code pénal, rendus exécutoires par l'ordonnance royale du 16 juillet 1917 révisés et complétés par les ordonnances des 25 juillet 1918, 2 juillet 1920, 16 juin 1921, 23 août 1921 et 7 juin 1923. En matière civile, il existe un nouveau code civil annamite destiné à être appliqué dans tout le territoire du Tonkin. Le livre 1 seulement de ce code a été rendu applicable par l'ordonnance royale du 4 octobre 1921 et celle du 4 juin 1923. Ce code n'a été expérimenté que dans quelques provinces sauf le chapitre concernant l'état civil lui est appliqué dans tout le Tonkin depuis le 1^{er} janvier 1924.

Le régime légal de l'institution que nous étudions est identique à celui de l'Annam car dans le livre I de ce nouveau code nous n'avons trouvé aucune disposition concernant la puissance paternelle. Le code Gia-Long continue donc à rester en vigueur en cette matière.

Remarquons seulement qu'au Tonkin apparaît déjà la division des lois pénales et civiles. En conséquence le crime des enfants sur la personne de leurs parents et réciproquement, est jugé par la cour cri-

minelle de Hanoï suivant le nouveau code pénal dont nous avons parlé plus haut.

C'est un régime de transition entre celui de l'Annam et de la Cochinchine ; nous allons étudier maintenant ce dernier.

CHAPITRE III

COCHINCHINE

Ici nous sommes en territoire français. Il n'y aura que des tribunaux français qui sont seuls compétents pour juger tout le monde, annamites comme étrangers.

Cependant se pose la question difficile de savoir quel sera le statut personnel des annamites de Cochinchine.

La France venue en ce pays ne peut pas appliquer le système qu'elle a déjà mis en pratique ailleurs. Une politique d'assimilation radicale et complète conduirait à des résultats décevants.

En effet, ici ce n'est pas le désert où elle pourra créer de toute pièce de nouvelles institutions, elle y trouve déjà une armature bien vieillie sans doute mais qui tient debout encore, elle trouve un peuple qu'elle a vaincu par les armes, mais qui n'en est pas moins civilisé et qui a un passé glorieux, des coutumes respectables et des traditions millénaires qui forcent même le respect et l'admiration du conquérant. Elle a trouvé sage de laisser subsister les lois civiles annamites dans tout ce qui n'est pas incompatible avec l'exercice de sa souveraineté et

un idéal de justice et de bonté nouveau qu'elle se propose de répandre dans ce pays.

Cependant son désir d'assimilation n'est pas éteint; on en trouve la trace dans le rapport au président de la République qui précède le décret de 1883.

En Cochinchine, les tribunaux français appliquent encore les lois annamites modifiées suivant le plan du code Napoléon. C'est le décret du 3 octobre 1883 qui est la charte du statut personnel des Cochinchinois. Ce sont les différentes dispositions de ce décret concernant la puissance paternelle que nous allons étudier pour les comparer avec celle du Code Gia-Long.

Depuis lors une longue jurisprudence des tribunaux a rendu des arrêts intéressants que nous examinerons en passant.

Décret de 1883. — Avant d'examiner l'objet de ce décret si important, il est intéressant d'indiquer l'esprit qui a présidé à sa confection. Dans son rapport au Président de la République, le Vice-Amiral, Ministre de la Marine et des Colonies, M. Peyron, dévoile le but qui était poursuivi : « c'est là, écrit-il, le point le plus important (du décret), un progrès dans l'œuvre d'assimilation que le gouvernement de la République poursuit dans nos possessions d'outre-mer ». Ce décret ne consacre donc qu'un état de transition appelé à disparaître et le Code civil devra dans la pensée du législateur être appliqué à tous les habitants de la Cochinchine, Français comme Annamites.

Objet du décret du 3 octobre 1883. — L'article 3 mentionne qu'un précis rédigé par les soins du Ministre de la Marine et des Colonies et du Garde des Sceaux fixera, d'après les lois et les usages annamites, les principes du droit civil sur les matières traitées dans les autres titres du premier livre du code et recevra par leur approbation, force exécutoire pour les indigènes et asiatiques dans toute l'étendue de la colonie (Cochinchine).

Malgré ces précautions « le précis du 3 octobre 1883 s'inspire fréquemment des dispositions de notre Code civil et établit des règles juridiques identiques que l'on est étonné de voir qualifiées de législation annamite. Sans doute ne convient-il point de louer de telle codification. Mais il n'en reste pas moins que ces codifications dont la force obligatoire s'impose aux indigènes, font gravement échec aux coutumes locales dont elles consomment inéluctablement la disparition, sous l'étiquette trompeuse de codifications du droit indigène » (1).

Quoiqu'il en soit la loi nouvelle maintient certains principes du Code Gia-Long concernant la puissance paternelle, mais nous verrons dans la suite que des modifications importantes ont été apportées quant aux droits et obligations des enfants. Une longue jurisprudence a mis en pratique ces principes et de nombreux arrêts sont venus les confirmer.

1. Solus, *Traité de la condition des indigènes en droit privé*, p. 427.

On a laissé à la famille annamite le droit souverain de décision dans les biens cultuels « le Huong-Hoa » et il est de règle que les tribunaux doivent s'abstenir d'intervenir dans l'administration de ces biens familiaux (1). Cependant cette liberté est soumise à l'observation des formalités prescrites pour l'exercice de ce droit. Les tribunaux doivent donc intervenir pour les faire respecter (2).

La période de deuil continue toujours à mettre obstacle au partage des biens (3). L'exception de non recevabilité à la demande de partage basée sur la non expiration de cette période est d'ordre public car elle intéresse l'organisation même de la famille (4). Le père garde encore le droit souverain d'administration et de disposition des biens familiaux ; mais les biens propres de ses enfants ne seront plus sous son emprise comme nous le verrons plus loin. Le père qui a inscrit au registre foncier le nom de son fils au regard d'une terre familiale, n'en reste pas moins propriétaire. Il peut toujours la revendiquer malgré les dommages qu'il aurait pu causer aux tiers (5). Cette inscription ne donne aux enfants qu'une présomption et non un

1. C. d'ap. Ind., 2^e chambre, 30 déc. 1915. *J. Jud.*, 1916, p. 317.

2. C. d'ap. Ind., 2^e chambre, 6 déc. 1917. *J. Jud.*, 1919, p. 148.

3. C. d'ap. Ind., 27 fév. 1913. *Dar.* 1913, p. 217 ; C. d'ap. Saïgon, 18 août 1921. *Dar.* 1921, p. 227.

4. C. Saïgon, 8 juin 1899. *J. Jud.*, 196 ; C. Saïgon, 16 nov. 1897. *J. Jud.*, 98, 173 ; C. Saïgon, 14 oct. 1897. *J. Jud.*, 98, 167 ; C. Saïgon. Arrêt n° 196, 8 juin 1899 ; C. Saïgon. Arrêt n° 363, 11 août 1898.

5. C. d'ap. Ind. 1^{re} chambre, 28 janv. 1916. *J. Jud.*, 1917, p. 60.

titre de propriété. Il peut toujours révoquer cette possession essentiellement précaire de ses enfants que la production d'un acte postérieur à cette inscription (1). Il est le maître absolu des biens de la famille qu'il peut partager entre ses enfants comme il l'entend, il peut avantager tel ou tel enfant ou petit enfant sans être obligé d'exhérer les autres (2). Son droit de tester est souverain, car le droit annamite ne connaît pas d'héritiers réservataires (3). La saisine des biens du défunt peut appartenir aux légataires ou exécuteurs testamentaires suivant la volonté du *de cujus* (4). Sa veuve même ne peut prétendre à l'usufruit que s'il meurt *ab intestat*, un testament qui enlève à la veuve ce bénéfice est encore valable (5).

Nous arrivons ici à la veuve qui, d'après le Code Gia-Long doit être toujours considérée comme le successeur du père défunt c'est-à-dire le chef de la famille, le parent de sang prééminent de qui dépendent les enfants.

Elle est toujours comme dans le code Gia-Long, un obstacle au partage des biens demandé par tous les héritiers même majeurs (6). Dans des cas urgents où il y aurait péril imminent pour les intérêts de la

1. C. d'ap. Ind., 2^e chambre, 28 janv. 1916. *J. Jud.*, 1917, p. 63.

2. C. d'ap. Ind., 2^e chambre, 4 nov. 1915. *J. Jud.*, 1916, p. 301.

3. C. d'ap. Ind., 3 oct. 1907. *Dar*, 1908, p. 89; 29 sept. 1916. *Dar*, 1919, p. 127.

4. C. d'ap. Ind., 1^{re} chambre, 28 août 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 163.

5. T. Pnom-Pneuh, 23 déc. 1914. *An. Jud.*, 1920, p. 81.

6. C. Ind., 3^e ch., 12 mai 1916. *J. Jud.*, 1916, p. 357; C. Ind. 1^{re} ch., 13 juin 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 79.

famille, elle peut vendre les biens de l'héritage (1) avec l'assistance de ses enfants (2). Cependant elle doit demander l'autorisation de la justice quand les héritiers sont encore mineurs (3). Elle est tenue de payer les dettes successorales (4) et ne peut pas disposer de ces biens en contractant avec les tiers (5). Le partage qu'elle aurait fait entre ses enfants est essentiellement révocable mais la loi lui interdit de porter atteinte aux tiers (6). Pour jouir de cet usufruit la veuve doit prouver le lien légal ou la possession d'état de femme mariée (7) et d'époux légitime. En effet la nouvelle loi n'accorde pas à la femme de 2^e rang l'usufruit des biens du défunt (8).

La veuve usufruitière doit encore conserver et entretenir les biens de l'héritage (9). La loi lui permet encore de renoncer à l'usufruit au profit de ses enfants (10) mais une vente faite par elle à son fils n'est pas permise ; elle sera nulle (11).

1. C. d'ap. Ind., 7 janv. 1910. Dar., 1916, p. 117.

2. C. Ind., 2^e ch., 7 mai 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 293.

3. C. Ind., 2^e ch., 19 oct. 1916. *J. Jud.*, 1918, p. 109.

4. C. Ind., 2^e ch., 22 fév. 1917. *J. Jud.*, 1918, p. 326.

5. C. Ind., 2^e ch., 6 sept. 1917. *J. Jud.*, 1919, p. 63.

6. C. Saïgon. 1^{re} ch., 16 sept. 1919. *J. Jud.*, 1920, p. 178.

7. C. Ind., 2^e ch., 7 nov. 1918. *an. Jud.*, 1919, p. 24.

8. C. Ind., 2^e ch., 16 juill. 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 321 ; C. Saïgon, 2^e ch., 1^{er} mars 1913. *J. Jud.*, 1923, p. 12. Cass. civ., 7 janv. 1910. Pen. 1910, p. 327. C. ap. Ind., 27 oct. 1910. Dar, 1911, p. 160., 11 mai 1911. Dar, 1912, p. 74.

9. C. d'ap. Ind., 7 juill. 1910. Dar, 1911, p. 26 ; 7 janv. 1910. Dar, 1910, p. 117.

10. C. d'ap. Ind., 6 nov. 1913. Dar, 1915, p. 197 ; 6 sept. 1917. Dar, 1920, p. 152. C. ap. Saïgon, 23 av. 1921. Dar, 1922, p. 93 ; Penant, 1922, p. 142.

11. C. ap. Ind., 7 juill. 1910. Dar, 1911, p. 26.

Les causes de déchéance de ce droit d'usufruit de la veuve sont les mêmes qu'a prévues le code Gia-Long, à savoir les secondes noces et l'indignité (1).

Telle est l'économie générale des droits des parents que la nouvelle législation a consacrés en respectant les grands principes moraux que le code Gia-Long a posés.

Arrivons maintenant aux obligations des enfants dont le tableau est si chargé et que nous avons vu précédemment.

La nouvelle loi se montre ainsi rigoureuse envers les enfants adoptifs que la législation de Gia-Long. Ils n'ont aucun droit à la succession de leurs parents adoptifs (2). Elle interdit l'adoption des filles faite en vue d'acquérir une postérité (3), elle reconnaît simplement à ces enfants-là la qualité de fille adoptive (con-nuoi). La possession d'état d'enfant légitime suffit pour la prétention à l'héritage (4) auquel la loi appelle indistinctement les filles comme les garçons (5) qu'ils soient de la femme légitime ou

1. C. Ind., 2^e ch., 12 mars 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 274. C. ap. Ind., 20 juin 1912. *Dar*, 1913, p. 42 et 11 sept. 1913. *Dar*, 1915, p. 190. C. Ind., 2^e ch., 23 déc. 1915. *J. Jud.*, 1916, p. 306.

2. C. Ind., 4^e ch., 25 mars 1915, *J. Jud.*, 1915, p. 327. C. Ind., 4^e ch., 28 mars 1915. *J. Jud.*, 1918, p. 218.

3. C. Ind., 2^e ch., 26 nov. 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 336.

4. C. Ind., 2^e ch., 4 mai 1916. *J. Jud.*, 1917, p. 270.

5. C. Ind., 2^e ch., 7 mai 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 297. Sur ce point la jurisprudence semble avoir hésité longtemps. Elle a décidé par un arrêt du 8 juin 1911 (*Dareste*, 1912, p. 57) que les filles en concurrence avec les enfants mâles n'auront aucune part. Cependant un arrêt du 27 avril 1911 (*Dareste*, 1912, p. 52) a permis aux filles de recevoir leur part dans l'argent et les effets mobiliers seulement.

d'une concubine (1) sans préjudice des droits d'aïnesse. L'aîné doit être en effet le continuateur du père (2) et c'est à lui seul que revient le fond cultuel (Huong-Hoa). Les héritiers sont, comme par le passé, obligés aux dettes paternelles (3). Le proverbe annamite « le père emprunte et le fils paie » continue toujours à s'appliquer (4) mais les enfants, ne sont plus tenus que de leur part virile (5). Les dettes du 2^e mari de la mère n'obligent pas les enfants du premier (6) pas plus que celles qu'elle aurait contractées personnellement (7). La loi édicte ici une mesure de clémence inconnue jadis, elle interdit la contrainte par corps pour ces dettes (8).

Tout en maintenant ces obligations la nouvelle législation fait par ailleurs aux enfants de grandes concessions et leur accorde des droits inconnus jusque-là.

La modification la plus importante que nous pouvons relever du décret de 1883 concernant la puissance paternelle est incontestablement l'institution de la majorité légale, dans le droit annamite.

Nouveauté sans précédent, elle va changer profondément l'esprit du code Gia-Long.

1. C. Ind., 2^e ch., 16 juillet 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 321.

2. C. Saigon, 7 mai 1896. Penant, 97, 1005, 20 ; C. Saigon, 1^{er} oct. 1897. Penant, 97, 1095.

3. Chambre annulation, 6 août 1915. *J. Jud.*, 1915, p. 509.

4. An. et Saigon, 2^e chambre, n^o 34, 26 mai 1898 ; C. Saigon, 31 janv. *J. Jud.*, 76.

5. Ch. annulat., 25 oct. 1917. *J. Jud.*, 1918, p. 348.

6. C. Ind., 2^e ch., 20 mai 1915. *J. Jud.*, 1915, p. 374.

7. C. Ind., 1^{re} ch., 1^{er} déc. 1916. *J. Jud.*, 1918, p. 119.

8. C. Ind., 1^{re} ch., 12 nov. 1915. *J. Jud.*, 1916, p. 132.

Nous avons vu déjà qu'au pays d'Annam tous les enfants quelque soit leur âge, quelle que soit leur situation sociale, vivent toujours légalement sous l'autorité des parents. En fait les parents annamites ont toujours reconnu à leurs enfants une majorité qu'ils peuvent révoquer à leur gré. La loi nouvelle consacre légalement cette situation de fait et oblige les parents à se conformer à la loi.

Ainsi le décret de 1883 dit : « L'individu qui a atteint l'âge de 21 ans est majeur et capable de tous les actes de la vie civile ».

A 21 ans les enfants sont donc devenus *sui juris* et peuvent par conséquent accomplir tous les actes civils.

De ce principe découlent des conséquences multiples qui vont réagir sur les droits des parents et les obligations des enfants.

Malgré le principe posé par l'article 82 du Code Gia-Long il est de jurisprudence constante que les enfants peuvent posséder des biens propres (1). Quand il est justifié qu'ayant eu un établissement propre ils ont pu acquérir un pécule par leur travail ou leur industrie personnelle, ils auront le droit d'en disposer souverainement (2). Les créanciers du père n'ont plus aucun droit sur ces biens (3) qui ne tombent plus dans la masse commune. Si les biens sont inscrits en leur nom, au registre foncier sans aucune

1. C. S., V. ch., n° 194, 26 mai 1898.

2. C. S., 16 oct. 1896. *J. Jud.*, 409 ; C. S., 26 av. 1896. *J. Jud.*, 409 ; C. S., 1^{er} av. 1897. *J. Jud.*, 230 et 271.

3. C. Ind., 17 sept. 1917. *J. Jud.*, 1919, p. 52.

réserve en faveur des parents, ils leur appartiennent en propre aux yeux des tiers (1), ils en ont la pleine jouissance parce qu'ils paient l'impôt (2).

Cependant la vente des biens entre père et fils est prohibée car de son vivant le père de famille ne forme avec les descendants qu'une seule et même personne juridique et que par suite la vente consentie par lui à l'un d'eux doit rester sans effet. Il en est autrement des aliénations faites par lui à son gendre qui reste étranger à la famille de ses beaux-parents et à sa fille mariée qui est sortie par le mariage (3).

L'enfant est encore émancipé de plein droit par le mariage en vertu de la nouvelle législation, il a dès lors la pleine capacité pour tous les actes d'administration et quand il fait un commerce il aura une capacité pleine et entière (4). Cependant la jurisprudence a cru sage d'apporter quelques tempéraments à cette règle. Elle décide que la vente des immeubles faite par un mineur émancipé par le mariage, mais n'ayant pas encore 18 ans, est nulle si elle a lieu sans les interventions et autorisations nécessaires (5). D'autre part elle reconnaît au mineur émancipé la propriété personnelle sans restriction des biens acquis pendant sa minorité s'il a été inscrit au registre

1. C. Ind., 1^{re} ch., 16 oct. 1914, *J. Jud.*, 1915, p. 165.

2. C. Saïgon, 9 avril 1896. *J. Jud.*, 407.

3. C. d'ap. Ind., 13 mai 1909. *Dar*, 1909, p. 242 ; 1^{er} juillet 1909. *Dar*, 1909, p. 248.

4. C. Saïgon, 19 déc. 1895. *J. Jud.*, 96, 85.

5. Cassation, 28 déc. 1915. *J. Jud.*, 1916, p. 249.

foncier pour ces biens. Ceux-ci sont présumés avoir été acquis avec les deniers personnels du mineur et ils lui appartiennent par conséquent en propre (1). On voit quel chemin nous avons parcouru depuis le Code Gia-Long qui, du vivant des parents interdisait aux enfants d'avoir un bien quelconque qui leur soit personnel.

La loi nouvelle autorise les enfants à avoir un domicile distinct, et les protège même contre les vexations des parents en obligeant ceux-ci à leur fournir des aliments quand il ne peuvent plus rester sous le toit paternel pour une cause quelconque (2). Si les parents ne leur servent pas une pension convenable ils auront le droit de les citer en justice pour défendre leurs droits.

Or, nous avons vu que l'action des enfants contre les parents a été formellement interdite par l'article 306 du Code Gia-Long. La nouvelle loi fait tomber cette prohibition en décidant dans le titre V du décret de 1883 que « si les enfants ont une revendication légitime à exercer contre leurs ascendants père ou mère l'action serait intentée par le chef de famille, le Trouong-Toc, ou si celui-ci refuse d'agir l'action paraît bien fondée par le Ministère public (3). » Les jeunes veuves bénéficient de la

1. C. Ind., 1^{re} ch., 30 juill. 1915. *J. Jud.*, 1916, p. 11.

2. C. S., 25 nov. 1897. *J. Jud.*, 98, 250. C. Ind., 2 juin 1916. *J. Jud.*, 1917, p. 483.

3. C. Ind., 2^e ch., 5 mars 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 71 ; Arrêt Saïg., 2^e ch., n° 247. 11 août 1898 ; n° 117, 13 oct. 1898 ; n° 275, 27 juill. 1899 ; C. d'ap. Ind. 29 juillet, 17 juin 1909. *Dar.*, 1909, p. 243 et 242.

même faveur et leur action contre les parents de leur mari est recevable par l'intermédiaire du Truong-Toc de leur belle famille (1) La jurisprudence décide qu'un jugement rendu au profit d'un enfant agissant comme partie principale contre sa mère est nul (2).

Le Truong-Toc joue un rôle important dans ces actions car la loi estime que son âge, son expérience, son autorité sont des qualités suffisantes pour représenter les enfants contre leurs parents. Son action peut être remplacée par celle du ministère public qui n'agit que dans certains cas déterminés (3), car le texte de 1883 ne mentionne pas expressément l'action du ministère public.

La nouvelle loi a donc augmenté considérablement les droits des enfants et a enlevé aux parents tout pouvoir omnipotent. Elle règle minutieusement le droit de correction qui se trouve limité par l'application du Code pénal. Le titre IX du décret le définit dans ces termes : « Le droit de correction ne peut s'exercer que dans les limites indispensables pour le maintien de l'autorité paternelle. Les parents qui s'abandonneraient à des violences sur leurs enfants pourront être déférés aux tribunaux par le procureur. » C'en est fait de cette autorité paternelle qui jadis s'exerçait avec tant de vigueur. Nous sommes loin du Code Gia-Long qui ne prévoyait que 90 coups

1. C. Ind., 2^e ch., 19 nov. 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 364.

2. C. Ind., 2^e ch., 2 sept. 1915. *J. Jud.*, 1916, p. 252.

3. C. Ind., 18 juin 1914. *J. Jud.*, 1915, p. 313.

de truong contre le père pour meurtre involontaire de ses enfants.

La législation nouvelle en réorganisant la puissance parternelle semble se pencher beaucoup plus vers les enfants dont elle veut garantir les intérêts en restreignant les droits des parents sur leur personne comme sur leurs biens.

Elle favorise le morcellement des biens en protégeant ceux que les enfants possèdent en propre, en les affranchissant par le mariage, l'émancipation et la majorité.

Malgré le maintien de certains principes moraux du droit annamite, « la jurisprudence française peu à peu ébranle l'autorité parternelle à mesure que s'affirme parallèlement le droit de propriété individuelle et la tendance au partage de l'hérédité (1) ».

L'institution de la puissance paternelle a donc subi, en Cochinchine, d'une manière très sensible, l'influence du Code Napoléon dont les notions ont été importées par la puissance colonisatrice.

Nous avons vu que, au Tonkin, une évolution semblable commence à se dessiner, cependant qu'en Annam, l'institution garde encore sa physionomie originale.

Que faut-il penser de cette tendance, très accusée ici, hésitante là, à l'adoption des conceptions européennes ? C'est par l'examen de cette question que nous allons clore ce travail.

1. Briffaut, *Biens culturels en Annam*, p. 7.

CONCLUSIONS

La puissance paternelle telle qu'elle a été organisée dans le droit annamite répondait à un but et une fin. C'est une application dans le domaine juridique du principe : la piété filiale fondement de toute la vertu.

C'est l'expression vivante d'une doctrine, d'une morale dans tout ce qu'elle peut avoir de beau, de sain et de grand. D'ailleurs, aucune idée religieuse ne vient se mêler à l'amour que l'on a pour ses parents, à la reconnaissance et à l'affection qui entourent le souvenir des ancêtres déjà très loin dans le passé. Le Code ne prend pas la peine de dire : l'enfant doit à tout âge honneur et respect à ses parents. Non cette précaution est inutile et même inconcevable. Ces devoirs l'enfant annamite les connaît sans savoir pourquoi. Ce n'est plus une obligation, mais un bonheur d'aimer ses parents. C'est une chose inhérente à sa nature, une chose qu'il a sue depuis le berceau et qui l'accompagne dans toute sa vie et pour le conduire à la tombe. Aimer ses parents c'est le premier mot que l'on apprend à l'enfant annamite et c'est le dernier que murmure le mourant avant de fermer les yeux.

Le plus obscur sujet de l'Empire comme le souve-

rain lui-même sur son trône n'oubliera jamais ces devoirs de piété filiale devant lesquels tout s'incline : Puissance publique comme intérêts privés. Aussi toute l'organisation sociale est imprégnée de cette doctrine ; elle doit être le fondement de toutes les obligations dans la vie de l'individu comme dans celle de l'État car elle est le fondement de toutes les vertus et le premier de tous les devoirs.

Nous comprenons maintenant les rigueurs, les abus même du pouvoir omnipotent qu'est la puissance paternelle en Annam. La loi elle-même recule devant cette autorité, car individu comme Etat, tout vit, tout meurt, tout tourne autour de ce principe : la piété filiale.

La puissance paternelle en droit annamite n'est donc pas instituée pour la protection des parents, encore moins pour garantir les intérêts des enfants. La loi ne fait que sanctionner des préceptes moraux transmis par des générations antérieures pendant des centaines d'années.

C'était du temps jadis où tout était sain. Mais, depuis, bien des années ont passé.

De nouvelles idées sont venues jeter le trouble dans l'âme candide des enfants d'Annam. Liberté, égalité, fraternité, formules qui parfois font perdre de vue la réalité des choses et qui cependant séduisent l'esprit. Une conscience de la personnalité individuelle s'éveille, et mine peu à peu les bases sur lesquelles repose toute la doctrine du communisme familiale et la piété des enfants. Nous sommes arri-

vés à la conception des droits de l'homme considéré en tant qu'individu.

La vie économique jadis agricole et pastorale s'oriente maintenant vers l'industrie et le commerce. Elle accentue encore la marche et la progression constante de ces nouveautés venues d'Occident. Les fils d'Annam ne peuvent plus réaliser le rêve le plus cher des parents annamites, celui de voir tous les leurs vivre sous leur toit. Des besoins nouveaux naissent. Il faut quitter le toit paternel, s'en aller loin pour apprendre et pour se perfectionner. Le lettré voisin qui donnait jadis l'instruction a fini son rôle : tout a été supprimé : l'enseignement des caractères chinois comme les concours triennaux. Et puis il faut partir dans les pays nouveaux chercher fortune, l'existence est devenue dure, la lutte pour la vie s'impose implacable.

Toute l'organisation sociale change, la famille se désagrège, la personnalité individuelle s'affirme de plus en plus. Des mœurs nouvelles prennent naissance, s'infiltrant partout, minent les belles et solides bases de la famille annamite. C'est un fait.

Il faut donc rajeunir, modifier les institutions antiques, un code millénaire qui incontestablement ne répond plus aux choses actuelles. Il est impossible de vouloir garder intacte toute l'organisation de la puissance des parents, telle que le concevait la législation annamite. Le principe de responsabilité familiale ne peut plus se défendre. Il serait en effet absurde de rejeter sur les parents une partie

de la faute des enfants qui habitent à dix mille lieues du toit paternel.

Ainsi a dit si justement Lasserre dans son projet de code civil. « La faute d'un seul menace à chaque instant la vie, la fortune et la liberté de plusieurs personnes qui y sont complètement étrangères, et astreint les chefs de famille et de village à une surveillance d'autant plus sérieuse, qu'en assurant la tranquillité de tous, ils garantissent plus particulièrement leurs propres intérêts. Comme système politique d'un gouvernement despotique il serait difficile de rien imaginer de plus caractéristique et de plus complet. »

Cette responsabilité morale serait un précieux système de domination, elle ne répond plus à la conception de la vie moderne.

Les peines trop rigoureuses à notre avis, édictées par le Code Cia-Long ne peuvent plus se concilier avec les sentiments d'humanité et l'idée moderne de justice et de bonté.

Des articles comme ceux qui portent le n° 307 et 298 ont besoin d'être retouchés car nous voyons même aujourd'hui des mandarins condamner à mort les enfants coupables d'insultes et d'outrages à leurs parents. On peut en trouver un exemple dans un jugement rendu en 1926 dans la province de Thua-Thien condamnant le nommé But à la peine capitale pour avoir insulté sa mère. La rigueur ne vient pas du mandarin, il ne fait qu'appliquer la loi ; c'est donc le code qu'il faut réformer.

Dans quel sens doit-on le faire ? C'est un autre problème.

Peut-on transplanter en Annam des lois françaises sous prétexte de rénovation. Cette solution s'impose là où il n'y a rien, là où il faut tout créer. Tel n'est pas le cas de l'Annam. Nous ne sommes pas un peuple neuf auquel on ne pourrait que conseiller d'imiter l'Europe.

Ceux qui voudraient forcer la nature, faire table rase du passé pour atteindre une assimilation complète à la civilisation européenne, risquent de nous entraîner à des mécomptes et à des déceptions.

M. Briffaut dans son beau livre, *Les biens culturels en Annam* est catégorique. « Depuis l'application du code pénal français et des méthodes d'enseignement métropolitaines, l'organisation de la gens, autrefois sauvegardée par un véritable code de la famille, s'est trouvée subitement sans défense contre les tendances séparatistes et le dérèglement des mœurs ; la piété filiale et la religion du foyer s'affaiblissent avec la morale, et la conscience collective s'épuise peu à peu sous l'effort impuni des membres turbulents. C'en est fait de la belle unité du foyer. »

Cependant il est urgent de réformer le droit de famille et la puissance paternelle qui est déjà bien vieille et déjà branlante sur ses bases minées. Un coup de vent, la moindre secousse l'abattra. Mais c'est précisément parce qu'elle est ancienne qu'il faut de grands ménagements car elle ressemble à une malade âgée qu'un remède trop violent pourrait tuer.

Faut-il regretter le beau passé ? La réponse affirmative ne fait pas de doute. Cependant se tourner uniquement vers le passé pour vivre serait une erreur. Il faut marcher toujours en avant sous peine de disparaître, mais on devrait avoir les yeux tournés vers le passé dont les enseignements sont indispensables à l'avenir. Il faut marcher sûrement, mesurer ses pas pour éviter les précipices et les abîmes. Il faut concilier les beautés antiques avec les laideurs de la vie actuelle pour qu'il n'y ait pas de rupture entre le présent et le passé qui fait tout notre orgueil et dans lequel nous trouvons toujours une suprême consolation de nos misères présentes.

Paris, le 26 février 1928.

Vu :

Le Président de la Thèse,

ROLLAND.

Vu :

Le Doyen,

BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

APPENDICE

JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX DES MANDARINS DE L'ANNAM

Jugement rendu par les mandarins de la province de Quang-Binh le 29^e jour du 11^e mois de la 9^e année du règne de S. M. Thanh-Thai (22 décembre 1897) réformant celui du Quang-phu de Quang-Ninh condamnant Mai-Tru à 100 coups de rotin rachetables pour avoir fait frapper un de ses enfants jusqu'à la mort.

Le 39^e jour du 11^e mois de la 9^e année du règne de S. M. Thanh-Thai les mandarins le Quan-Bo M. Thai et le Quan-An M. Hô de la province de Quang-Binh ont rendu un jugement dont la teneur suit : concernant le crime d'un père sur la personne de son fils.

Au 4^e mois de cette année (1897) le nommé Mai-Tru âgé de 79 ans du village de My-Loc a ordonné à son dernier fils Huê d'aller au champ pour la moisson du riz. Huê à moitié ivre, au lieu d'obéir aux ordres paternels a osé faire des observations désobligeantes à son père. Celui-ci a fait appeler son 2^e fils Hien et lui dit : « Ton frère m'a désobéi, tu devras le corriger ». Aussitôt Huê exaspéré éleva la voix et à la vue de sa femme avec son enfant sur les bras, il lui dit : « Puisque papa me déteste tu n'as qu'à tuer notre enfant pour l'accuser de ce crime ». La femme de Huê prise de peur s'enfuit avec son enfant. Mai-Tru exaspéré par les propos odieux de son enfant ordonna à Hien de le frapper. Celui-ci aussitôt saisit un bâton et porta contre son frère quelques coups. Le lendemain Huê mourut.

La femme porta plainte contre son beau-père au Quang-

phu de Quang-Minh M. Nguyễn-xuan-Toan qui fait venir tous les témoins et accueille leurs dépositions. Elles concordent avec les faits allégués par la femme de Huê.

Le Quang-phu considérant que dans le chapitre du Code traitant des coups et blessures portés contre les aïeux et parents il est dit : « Si les aïeux ou les parents corrigent les enfants ou les petits-enfants désobéissants jusqu'à causer leur mort, ils seront punis de 100 coups de truong ». Dans le chapitre de coups et blessures causés à des parents, il est dit : « Si l'aîné frappe les frères cadets jusqu'à la mort il devra être puni de 100 coups de truong. Quant à l'exécutant des ordres du criminel, il doit être puni de 90 coups de truong. Le Quang-phu considérant, d'autre part, que le nommé Mai-Tru a méconnu son devoir paternel qui est d'aimer son fils, qu'il ne doit pas employer des moyens coupables pour corriger son enfant fautif, qu'il a fait frapper jusqu'à la mort. Il a donc méconnu tous les liens affectueux qui l'attachaient à son fils et coupable comme tel il doit être puni de 100 coups de truong suivant les articles de loi cités ci-dessus.

Considérant, d'autre part, que Mai-Tru est déjà âgé de 80 ans, le Quang-phu lui permet de racheter sa peine à raison de 0,50 le coup de truong.

Considérant que le nommé Hien qui est issu du même sang que Huê aurait dû demander au père de pardonner à son frère pour mettre en harmonie les sentiments d'humanité et les devoirs. Mais il ne l'a pas fait et se contenta d'exécuter les ordres paternels : il a frappé son frère jusqu'à la mort.

Mais considérant, d'autre part, que malgré tout Hien n'a pas obéi aux ordres de son père ; sans cela il aura méconnu lui-même son devoir de fils.

Le Quang-phu par ces motifs et conformément aux articles de loi cités plus haut condamne Hien à 90 coups de truong, avec déchéance du titre de mandarin du 9^e degré. Quant à Nhuyen-thi-Hông la belle-fille de Mai-Tru elle ne doit pas porter plainte contre ses beaux-parents et doit être

par conséquent punie par la loi. Cependant c'est une femme ignorante qui n'a fait en accusant son beau-père qu'obéir à la douleur de voir son mari frappé à mort ; le Quang-phu lui fait grâce de la peine prévue par la loi.

Ce jugement a été porté à la connaissance des mandarins provinciaux qui le réforment comme suit :

Mai-Tru coupable d'avoir désobéi à son père doit être châtié, cependant Hien en exécutant les ordres paternels ne devrait pas employer des moyens violents pour corriger son frère et le frapper jusqu'à la mort. Il se montre par là un homme odieusement méchant et doit être sévèrement puni. Conformément à l'article de loi sur le crime volontaire des aînés par les frères et sœurs cadets, Hien doit subir la peine de 100 coups de truong et sept ans de travaux forcés. Quant aux autres points du jugement du Quang-phu ils sont tous approuvés.

Ci-joint les noms et cachets des mandarins de la province de Quang-Binh.

Jugement rendu par le Quan-Huyen de Huong-tra et approuvé par les mandarins provinciaux de Thua-Thien le 8^e jour du 10^e mois de la 1^{re} année de S. M. Bao-Dai, condamnant le nommé Nguyễn-Lut à 60 coups de truong rachetables pour désobéissance aux ordres paternels.

Nous tri-Huỳên de Huong-Tra, avons reçu la plainte de Nguyễn-Bao âgé de 70 ans du village de Huong-Can contre son fils aîné pour des faits suivants :

Nguyễn-Lut, son fils aîné, d'un caractère violent n'a pas toujours obéi aux remontrances paternelles et vient souvent chez lui pour demander des secours d'argent.

Etant pauvre lui-même, il n'a pas pu satisfaire les demandes de son fils, qui, sur ce motif manifeste bruyamment sa colère. Le 4^e jour du 4^e mois de cette année il est venu chez son père pour lui adresser des reproches et s'est permis de

mettre à mal la barque, les engins de pêche et la maison paternelle.

Les témoins ainsi que le coupable lui-même reconnaissent les faits reprochés.

Considérant que le devoir qui lie le fils au père est le plus noble et le plus important de tous, que Nguyễn-Lut déjà marié et établi devra faire, c'est le moment ou jamais, tout son possible pour venir en aide à son père âgé de 70 ans.

Que ce fils impie qui n'a pas su payer sa dette de reconnaissance filiale, se permet encore de venir déranger son père et lui désobéir ; il mérite par là d'être puni sévèrement.

Que l'article 307 du Code, punit de 100 coups de truong, les enfants qui désobéissent aux ordres paternels ou qui ne peuvent pas subvenir aux besoins des vieux parents.

Mais, considérant d'autre part que le nommé Nguyễn-Lut est un illettré, par conséquent ignorant les rigueurs légales et qu'il n'a pas encore jusqu'ici commis aucun acte répréhensible, condamnons pour ces motifs Nguyễn-Lut à la peine de 60 coups de truong rachetables.

Ci-joint le nom et le cachet du Quang-Huyen.

Ce jugement est approuvé sur tous les points par les mandarins de la province de Thuca-Thien.

Jugement rendu par les mandarins de la province de Phu-Yen le 22^e jour du 5^e mois de la 1^{re} année du règne de S. M. Bao-Dai (31 juillet 1926) approuvant celui du Quang-Huyen de Dong-Xuan condamnant le nommé Nguyen-Nay à 3 ans de prison et à la publication de la peine à la maison commune du village.

La dame Truong thi Tai, âgé de 64 ans, du village Le-Nyen, linyen de Dong-Xuan, a porté plainte au Quang-Huyen pour les faits suivants :

Le 19^e jour du 12^e mois de l'année passée, jour de la fête des Tombeaux, tous les parents se réunissaient chez elle pour assister aux cérémonies cultuelles. Son fils Nguyen-Nay soupçonnant que sa mère a dérobé certains titres de ses propriétés

pour les donner à sa petite fille Le-thi-Quan, ne manquait pas devant tout le monde de lui adresser des observations extrêmement désobligeantes pour elle. Sur ces entrefaites le domestique de Nguyen-Nay rentrant les bêtes passa devant la maison de la dame Truong thi Tai. Les bêtes endommagèrent certains bannaniers de sa propriété, elle en fit la remarque à son fils. Nguyen-Nay, hors de lui, saisit la main de sa mère, la fit sortir pour lui montrer que le mal causé par ses bêtes était imaginaire. Dans sa précipitation il la fit tomber : fait reconnu par tous les témoins.

Quelques jours après, la dame Nguyen thi Tai, adressa une demande au Quang-Huyen dans laquelle elle le priait de pardonner à son fils d'esprit peu équilibré.

Le Quang-Huyen considérant que la fête des tombeaux réunissait ce jour-là chez la dame Nguyen thi Tai une nombreuse assistance, devant laquelle Nguyen-Nay n'hésitait pas à l'accuser du vol des titres de propriété ;

Que sur les remontrances maternelles, il devra demander pardon à sa mère pour apaiser sa colère. Au lieu de cela, il l'a entraînée dans la cour au point de la faire tomber à terre. Il devra subir les peines prévues par la loi.

Considérant d'autre part que sa mère a retiré sa plainte sous prétexte que Nguyen-Nay d'un esprit peu équilibré n'était pas souvent responsable de ses actes.

Considérant que l'article 298 punit de la peine de strangulation les enfants qui outragent leurs parents si ceux-ci portent personnellement plainte.

Condamne Nguyen-Nay à cette peine diminuée de deux degrés, c'est-à-dire à trois ans de travaux forcés. Il devra après avoir purgé sa peine, être soumis à la surveillance du village dont les chefs doivent publier son nom, sa peine pour servir d'exemple aux autres.

Ci-joint le nom et le cachet du Quang-Huyen.

Les mandarins provinciaux approuvent, sur tous les points, le jugement du Quang-Huyen.

Jugement rendu par les mandarins de la province de Thua-Thien le 15^e jour du 5^e mois, de la 1^{re} année de Bao-Dai réformant celui rendu par le Tri-Huyên de Quang-Dien concernant le nommé Ho-But pour outrage et insulte contre son père et le condamnant à 100 coups de rotin et 3 ans de prison.

Nous mandarins de la province de Thua-Thien considérant que le Tri-Huyên de Quang-Dien nous a transmis le jugement condamnant Ho-But à la peine de strangulation pour avoir volé et insulté son père.

Considérant que le jugement du Quan-Huyên est juste car les manquements de piété filiale doivent être sévèrement punis et que le nommé Ho-But qui a osé insulté son père mérite la peine de strangulation.

Mais considérant d'autre part que le père de Ho-But nous a demandé la grâce de son fils seul soutien de sa vieillesse. Ignorant les rigueurs de la loi il a voulu simplement demander au Quan-Huyên d'infliger une punition légère à son fils pour le corriger de son caractère violent. Considérant que l'article 298 du code recommande aux juges de suspendre en soumettant au trône les condamnations concernant les fils impies quand les parents retirent leur plainte.

Réformons le jugement du Quan-Huyên et condamnons le nommé Ho-But à la peine de 100 coups de truong et de 3 ans de prison pour mettre en accord la loi et le sentiment d'humanité. Suivant les nouveaux règlements du ministère de la Justice du 4^e mois de la 4^e année du règne de S. M. Khai-Dinh, ordonnons au maire du village de Ho-But de publier à la maison commune le nom, le crime, et la peine du condamné pour servir d'exemple aux autres.

Ci-joint les noms et cachets des mandarins de la province de Thua-Thien.

Jugement rendu par les mandarins de la province de Binh-Phu le 20^e jour du 3^e mois de la 8^e année du règne de S. M. Thauh Thai (2 mai 1896) approuvant le jugement du Quang-Phu de Hoai-Nhon condamnant le nommé Dao-Xuan-Bi à la peine capitale pour outrages coups et blessures sur la personne de sa mère.

Nous mandarins de la province de Binh-Phu sur le jugement suivant rendu par le Quang Phu de Hoai-Nhon.

« Nous Tri Phu de Hoai-Nhon considérant que Dao-Xuan-Bi a volé à sa mère 3 objets en cuivre pour les vendre, et sur les remontrances maternelles, l'a insultée, l'a frappée au point de la blesser au front.

Considérant que nous-même avons constaté ces blessures et que les dires des témoins concordaient exactement avec ceux de la plaignante et reconnus vrais par le coupable lui-même.

Considérant que le nommé Dao-Xuan-Bi a méconnu ses devoirs filiaux, a osé voler sa mère, l'insulter et porter sa main sacrilège sur sa personne au point de la blesser au front.

Que l'article 298 du code punit de strangulation les enfants qui outragent les parents sur la plainte de ceux-ci ; que d'autre part l'article 208 punit de la décapitation les enfants coupables d'avoir frappé les parents.

Condamnons le nommé Dao-Xuan-Bi à la décapitation immédiate. »

Considérant d'autre part que le Quang Phu a porté à notre connaissance que le nommé Dao-Xuan-Bi s'est évadé entre temps et s'est suicidé chez lui.

Considérant que le nommé Dao-Xuan-Bi reconnaissant sa lourde faute s'est fait justice lui-même.

Confirmons le jugement du Quang Phu et considérons l'affaire comme définitivement jugée.

Ci-joint les noms et cachets des mandarins de la province de Binh-Plin.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES DE BIBLIOGRAPHIE

- Condier (Henri)*. — *Biblioteca indosinica*. Dictionnaire bibliographique des ouvrages relatifs à la péninsule indochinoise (Publication de l'Ecole française d'Extrême-Orient). Paris, 1925.
- Maunier (René)*. — Manuel bibliographique des sciences sociales et économique. Paris, 1920.

OUVRAGES GÉNÉRAUX ET DIVERS

- Briffaut (C.)*. — La Cité annamite, 3 volumes, 1909-1912. Paris, Recueil Sirey.
- Cheneau (H.)*. — Protectorat français en Annam, au Tonkin et au Cambodge. Thèse Paris, 1904.
- Perrot*. — La société annamite. Thèse Paris, 1902.
- Farjenel (F.)*. — Le peuple chinois. Paris, Chevalier et Rivière, 1906.
- Nguyen Hu.* — *Kini-van-Kieu*. Hanoi, Ich-Ky, 1920. Traduction de René Crayssac, Hanoi, Le Van Tan, 1926.
- Camili (Bertrand)*. — La représentation des Indigènes en Indochine. Thèse Toulouse, 1914.
- Pasquier (P.)*. — L'Annam d'autrefois. Paris, Challamel, 1907.
- Sylvestre (J.)*. — L'Empire d'Annam et le peuple annamite. Paris, Alcan, 1889.
- Cordier (H.)*. — Mélanges d'histoire et de géographie orientales. Paris, 1922.

- Maybon (Charles B.)*. — Histoire moderne du pays d'Annam (1592-1820). Paris, 1919.
- Cury (Louis)*. — La Société annamite : les lettres, les mandarins, le peuple. Thèse Paris, 1910.
- Kon-Hoinig-Ming*. — L'esprit du peuple chinois. Traduction de Rival. Paris, Genthner, 1927.
- Pham-Guynh*. — L'Evolution intellectuelle et morale des Annamites depuis l'établissement du Protectorat français (Conférence à l'Ecole coloniale publiée par l'Agence économique de l'Indochine. Paris, 1922).
- Luro*. — Le pays d'Annam, 2^e édition. Paris, 1897.
- Scherzer*. — La puissance paternelle en Chine. E. Leroux, 1878.
- Le-van-Phat*. — Contes et légendes du pays d'Annam. Saïgon, Schneider, 1913.
- Gosselin*. — L'Empire d'Annam. Paris, Perrin, 1904.
- Durwell (G.)*. — La famille annamite et le culte des ancêtres. Saïgon, Schneider, 1908.
- Truong-vinh-Ky*. — Les convenances et les civilités annamites. Saïgon, Gaillard et Martinon, 1883.
- David James Hill*. — L'Etat moderne. Traduction de Mme Emile Boutroux. Paris, 1912.
- Tavernier (E.)*. — La famille annamite. Saïgon, Nguyen-van-Cua, 1927.
- Simon (Eug.)*. — La cité chinoise. Paris, Nouvelle Revue, 1885.
- Poupourville (de)*. — L'Empire du Milieu. Paris, Schneider, 1900.
- Letourneau (Ch.)*. — L'Evolution politique dans les diverses races humaines. Paris, 1890.
- Duong-van-Giao*. — L'Indochine pendant la guerre (1914-1918). Thèse Paris, 1919.
- Rodes (Alexandre P. de)*. — Histoire du Royaume de Tonkin. Lyon, 1651-1652.
- Duguit*. — Traité de droit constitutionnel. Paris, 1922.

Truong-Vinh-Ky. — Cours d'histoire annamite. Saïgon, 1875-1879.

Simon (Eug.). — La cité chinoise. Paris, Nouvelle Revue, 1885.

Hoang-Cao-Khai. — En Annam. Traduction du capitaine Roux. Hanoi, 1910.

Legendre (A.-F.). — La civilisation chinoise moderne. Paris, Genthner, 1926.

Wakatsuki. — Le Japon traditionnel. Paris, Genthner, 1926.

Riza (Ahmed). — La faillite morale et politique occidentale en Orient. Paris, Genthner, 1922.

RELIGION ET MORALE

Diep-van-Cuong. — Recueil de morale annamite. Saïgon, Nguyen Van-Cua, 1920.

Tavernier (E). — Le culte des ancêtres précédé d'un exposé sur le Bouddhisme, le Toïsme et la Confucianisme. Saïgon, Albert Portail, 1926.

Arnould (Arthur). — Les croyances fondamentales du Bouddhisme. Paris, publications de la société théosophique, 1895.

Tehan-Trong-Hue. — Le culte des ancêtres (Revue des religions janvier-février, 1905).

Rosny (L. de). — La morale de Confucius. Le livre sacré de la piété filiale. Paris, Maisonneuve, 1893.

Pauthier (G). — La doctrine de Confucius, Paris, Garnier, 1921.

Chaneer Yvan (yan Tchoying). — La philosophie morale et politique de Mencius. Paris, Genthner, 1927.

Cordier (H). — Les religions de la Chine (Revue de l'histoire des religions, 1899).

— La piété filiale et le culte des ancêtres. Paris, Leroux.

Ly-Ruong-Te. — La Doctrine de Confucius.

Parmentier. — La religion ancienne de l'Annam. Paris, Leroux, 1907.

- Farjenel (F)*. — Quelques particularités sur le culte des ancêtres en Chine. Paris, Imprimerie nationale, 1903.
- Harlez (C. de)*. — Des religions de la Chine. Leipzig, W. Gerhardt, 1891.
- Durme (J. van)*. — La notion primitive de Dieu en Chine. Paris, Gentner, 1927.
- Cremazy (L)*. — Croyances et mœurs populaires des annamites. (Conférence faite à l'Ecole Coloniale, 1907-1908).
- Bouinai et Paulus*. — Le Culte des morts dans le Céleste Empire et dans l'Annam. Paris, Leroux, 1893.
- Lemire*. — Mœurs des Indochinois d'après leurs cultes, lois, littérature et théâtre. Paris, Challamel, 1902.
- Giron*. — Magie et religions annamites. Paris, Challanel, 1912.

LÉGISLATION

- Code annamite*, traduit par Philastre. Paris, Leroux, 1909.
- Recueil des principales ordonnances royales édictées depuis la promulgation du Code annamite et en vigueur au Tonkin*. Traduction de Deloustral et Michel. Hanoi, F. H. Scheider, 1903.
- Code des Le*. — Traduction de Deloustral (Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient de 1908 à 1922).
- Codes applicables devant les juridictions annamites du Tonkin*. Hanoi, 1922.
- Précis de la législation civile annamite*. Saïgon, Imprimerie du gouvernement, 1884.
- Lasserre*. — Projet du code civil à l'usage des annamites. Saïgon, Imprimerie nationale, 1880.
- Tran-van-Chuong*. — Essai sur l'esprit du Droit sino-annamite. Thèse Paris, 1922.
- Briffaut (C)*. — La loi civile selon le droit de Gia-Long. Traduc-

- tion littérale et commentaire des quelques lois et décrets
du Code Gia-Long. Hanoï-Haiphong, 1919.
- Briffaut (C.)*. — Etude sur les biens culturels familiaux en
pays d'Annam. Paris, Tenin, 1907.
- Droit civil sino-annamite, notes historiques. Hanoï-Haiphong.
Imprimerie de l'Extrême-Orient, 1921.
- Tran-van-Lien*. — Le Huong-Hoa. Thèse Paris, 1927.
- Luro*. — Cours d'administration annamite professé à Saïgon, 1875.
- Miraben*. — Précis de Droit annamite. Paris, Plon, 1896.
- Phan-van-Truong*. — Essai sur le Code de Gia-Long. Thèse
Paris, 1922.
- Durwell*. — Doctrine et Jurisprudence en matière civile indi-
gène. Saïgon, 1^{er} fascicule, 1898; Claude et Cie 2^e fas-
cicule, 1899.
- Solus*. — Traité de la condition des Indigènes en Droit privé.
Paris, Tenin, 1927.
- Roland*. — Traité de Droit public. Paris, 1922.
- Ho-Dac-Khai*. — Cours de Droit civil annamite. Hue, 1921.
- Maunier*. — Les populations indigènes de l'Annam.
- Planiol et Ripert*. — Droit civil. Paris, Librairie générale de
Droit et de Jurisprudence, 1925.
- Gardeil (E.)*. — De la puissance paternelle à Rome et en France.
Thèse Nancy, 1876.
- Villard*. — Etude sur le Droit pénal annamite. Saïgon, Impri-
merie du Gouvernement, 1882.
- Sylvestre (J.)*. — Considération sur l'Etat du Droit annamite.
Saïgon, Imprimerie nouvelle, Albert Portail, 1923.
- Ta-tsing*. — Leu-lee ou les lois fondamentales du Code pénal de
la Chine, traduit par Georges Sfanton mis en français
par Renouard de Sainte-Croix. Paris, 1812.
- Recueil (Danste)* de Législation, de Doctrine et de Jurispru-
dence coloniales.

*Recueil (Penant) général de Jurisprudence, de Doctrine et de
Législation coloniales. La Tribune des Colonies et des
Protectorats.*

Journal judiciaire de l'Indochine.

Journal officiel de l'Indochine.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	7

PREMIÈRE PARTIE

La puissance paternelle dans le Droit annamite avant l'établissement du Protectorat français.

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'organisation de la famille annamite</i>	13
CHAPITRE II. — <i>Fondement moral de la puissance paternelle dans le Droit annamite</i>	19
<i>Section I. — Piété filiale</i>	19
<i>Section II. — Culte des ancêtres</i>	25
CHAPITRE III. — <i>Source de la puissance paternelle dans le Droit annamite</i>	33
<i>Section I. — Mariage</i>	33
<i>Section II. — Légitimation</i>	37
<i>Section III. — Adoption</i>	39
CHAPITRE IV. — <i>Attributs de la puissance paternelle</i>	45
<i>Section I. — Personnes qui exercent la puissance paternelle</i>	45
1. Les aïeux.....	46
2. Le père.....	47
3. La mère.....	47
4. L'oncle paternel.....	51
5. L'aîné.....	52
6. Le Truong-Toc.....	53

<i>Section II. — Droits et obligations des parents.....</i>	54
1. Nature de l'autorité paternelle.....	54
2. Objet de l'autorité paternelle.....	56
<i>Section III. — Devoirs des enfants.....</i>	62
CHAPITRE V. — <i>La puissance paternelle et la puissance publique.....</i>	83
<i>Section I. — L'Etat annamite.....</i>	83
<i>Section II. — Le souverain.....</i>	84
<i>Section III. — Conflit entre la puissance paternelle et la puissance publique.....</i>	87

DEUXIÈME PARTIE

La puissance paternelle dans le Droit annamite depuis l'arrivée des Français.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Annam.....</i>	93
CHAPITRE II. — <i>Tonkin.....</i>	96
CHAPITRE III. — <i>Cochinchine.....</i>	99
CONCLUSION.....	112
APPENDICE. — Jugements rendus par les tribunaux des Mandarins de l'Annam.....	118

